

4EC
71.1024
59ME18

DISCIPLINE

Cycles intermédiaire et supérieur
1986

Guide pédagogique



Ministère
de
l'Éducation

Sean Conway, ministre
Bernard J. Shapiro, sous-ministre

DISCIPLINE

Cycles intermédiaire et supérieur
1986

LIBRARY

NOV 9 1988

THE ONTARIO INSTITUTE
FOR STUDIES IN EDUCATION

Guide pédagogique

Table des matières

Avant-propos 4

Introduction 5

1. Établissement d'un climat scolaire sain 7

- Introduction 8
- L'élève 8
- Le milieu d'apprentissage 8
- Résumé 15

2. Une bonne discipline 17

- Introduction 18
- Les principes d'une bonne discipline scolaire 18
- Les problèmes de discipline 18
- Les écarts de conduite 19
- Les problèmes de comportement graves 20

3. Les fondements juridiques de la discipline scolaire 23

- Introduction 24
- Les fondements juridiques de l'autorité 24
- Restrictions et mises en garde 28
- La procédure équitable et l'impartialité administrative 30
- Les formalités administratives 30
- Résumé 32

4. Préparation d'un code de conduite 33

- Introduction 34
- Les attentes de l'école 34
- Caractéristiques d'un code de conduite 35
- Les conséquences des manquements au code de conduite 36

5. Bibliographie 37

- Lois, règlements et notes ministérielles 38
- Livres, articles et rapports 38

Remerciements 40

Avant-propos

La réponse du ministère de l'Éducation au rapport de l'Enquête sur l'éducation au palier secondaire, intitulée *L'enseignement au secondaire sous le signe du renouveau*, est à l'origine de ce guide. La circulaire intitulée *Les écoles de l'Ontario aux cycles intermédiaire et supérieur - La préparation au diplôme d'études secondaires de l'Ontario, 1984* stipule que :

«il revient à chaque école secondaire d'élaborer, en collaboration avec les parents, les élèves et le personnel de l'école, un code de conduite plus précis, qui doit être agréé par le conseil scolaire [...]. Le conseil scolaire doit élaborer un ensemble de principes directeurs touchant l'adoption d'un code de conduite [...]»¹.

La présente publication constitue un document d'appui aux *Écoles de l'Ontario*. Elle invite toutes les personnes qui œuvrent dans le domaine de l'éducation - conseillers scolaires, parents, administrateurs et enseignants - à insister sur le développement de l'autodiscipline et de l'amour-propre chez les élèves et à intégrer ces notions à tous les aspects de la planification des programmes.

1. Ministère de l'Éducation de l'Ontario. *Les écoles de l'Ontario aux cycles intermédiaire et supérieur - La préparation au diplôme d'études secondaires de l'Ontario, 1984*. (Toronto, le ministère, 1983), page 34. (Intitulé à l'avenir dans le présent document : *Les écoles de l'Ontario*.)

Introduction


Le présent document examine la responsabilité qu'ont les écoles secondaires de l'Ontario d'inculquer des notions de discipline aux jeunes et de les orienter. Il se penche sur la signification de la discipline et sur les causes possibles des problèmes de conduite et passe en revue les mesures les plus aptes à assurer le bon ordre. Il expose également les attentes du ministère de l'Éducation en matière de discipline dans les écoles secondaires.

La discipline vise entre autres à aider chaque individu à acquérir le contrôle de soi et la capacité de collaborer avec autrui (ce sera l'aspect de la discipline privilégié dans ce document). Dans un régime démocratique, la discipline scolaire devrait avoir pour objet de montrer aux élèves qu'un certain degré d'obéissance et de conformité à certains usages est acceptable, voire nécessaire au sein de n'importe quel groupe social si l'on veut voir s'établir des rapports harmonieux et productifs entre les membres de ce groupe. En même temps, l'application de la discipline à l'école devrait encourager les élèves à intérioriser les valeurs qui sont essentielles au bien-être de l'individu et de la société et à assumer la responsabilité de leurs actes. C'est ainsi que les jeunes apprennent à reconnaître les comportements acceptables.

Ce document se propose les objectifs suivants :

- établir un rapport entre (a) les questions ou les problèmes liés à l'autorité et à la discipline dans les écoles et (b) les buts de l'éducation en Ontario, particulièrement ceux qui touchent au développement chez les élèves de l'autodiscipline et du sens de leur propre valeur;

- définir les caractéristiques d'un climat scolaire sain et les méthodes qui en favorisent l'établissement et le maintien;
- présenter divers problèmes de discipline et leurs causes possibles;
- proposer certaines mesures fondées sur l'expérience des enseignants et des administrateurs pour assurer la discipline dans les écoles;
- analyser l'autorité juridique dont jouissent les directeurs d'école et les conseils scolaires en matière de discipline;
- proposer des lignes de conduite aux conseils scolaires, aux administrateurs, aux enseignants, aux parents et aux élèves;
- aider les conseils scolaires, les administrateurs, les enseignants, les parents, les élèves et le personnel de soutien à établir dans chaque école un code de conduite clairement défini;
- clarifier le rôle de divers individus, groupes et organismes en matière d'autorité et de discipline dans les écoles;
- promouvoir l'élaboration et le partage de mesures qui permettront aux enseignants et aux élèves de travailler ensemble de façon profitable.



Digitized by the Internet Archive
in 2025 with funding from
University of Toronto

1.

**Établissement
d'un climat
scolaire sain**

Établissement d'un climat scolaire sain

Introduction

La présente section traite des caractéristiques qui contribuent à faire de l'école un endroit attrayant pour les élèves et à minimiser les risques de mauvaise conduite. On y trouvera des méthodes qui contribueront à renforcer chez les élèves le sens de l'identité personnelle, le respect de soi et des autres, un sentiment de satisfaction intellectuelle et la sensibilisation aux attentes de leur milieu. Une méthode ne donne des résultats que si les enseignants et les administrateurs qui côtoient constamment les élèves sont prêts à collaborer à la mise en application de ces méthodes et à adopter une attitude positive.

L'élève

Toute méthode adoptée pour améliorer le climat scolaire doit se fonder sur une solide compréhension de la psychologie de l'adolescence. Bien que ce document ne prétende pas proposer une description complète de l'élève, il examine certains aspects de son comportement en rapport avec la discipline. Dans les écoles qui offrent des programmes d'enseignement secondaire (9^e à 12^e année et cours préuniversitaires de l'Ontario), l'âge des élèves se situe généralement entre treize et dix-huit ans, période souvent décrite comme s'étendant du début à la fin de l'adolescence. Les changements qui se produisent pendant cette période varient suivant les individus. Le développement physique des enfants se caractérise par une étape initiale de latence suivie d'une période de croissance accélérée durant la puberté, puis d'une autre période de croissance au cours des années où ils sont au cycle supérieur. Ce phénomène s'accompagne d'un épanouissement intellectuel caractérisé par le développement marqué de la pensée, lequel rend l'élève de plus

en plus capable de réflexion abstraite et de plus en plus apte à résoudre des problèmes. L'élève manifeste parallèlement un besoin d'acquérir le sens de sa propre identité et d'établir de bons rapports avec ses camarades et démontre un intérêt croissant pour les questions de valeurs. Il est important que, pendant cette période, l'élève devienne graduellement responsable de son apprentissage.

Il importe que les administrateurs de chaque école collaborent avec le personnel à l'aménagement de programmes et d'un cadre qui répondent à l'évolution des élèves. Les enseignants devraient aussi tenir compte de cette évolution au moment d'organiser les cours et de choisir des méthodes pédagogiques. Ils devraient aussi tenir compte des styles d'apprentissage individuels. Tous les programmes scolaires devraient avoir pour objet de créer un climat scolaire agréable et de promouvoir chez les élèves le sens de leur propre valeur.

Le milieu d'apprentissage

On entend par *milieu d'apprentissage* la salle de classe et les autres lieux qui relèvent de la responsabilité du personnel de l'école. Les activités qui s'y déroulent comprennent non seulement l'apprentissage en classe mais également les activités parascolaires. Cela ne signifie cependant pas que l'éducation et l'apprentissage se confinent aux limites de l'école; la collectivité toute entière – parents, enseignants, entreprises, groupes communautaires et élèves – est responsable du développement chez les jeunes de l'amour-propre et de l'autodiscipline.

Un bon climat d'apprentissage au sein de l'école se définit par les caractéristiques suivantes :

- le partage des responsabilités et le travail d'équipe;
- un cadre matériel adéquat;
- la possibilité pour les élèves de s'engager plus à fond et d'assumer des responsabilités;

- une communication claire des attentes de l'école;
- une attitude positive et un bon moral chez le personnel;
- l'épanouissement de l'identité personnelle;
- l'encouragement et la sanction de la réussite;
- la participation à des activités communes à toute l'école et à des échanges avec la collectivité.

Le reste de cette section est consacré à l'examen de ces caractéristiques et de mesures à prendre propres à chacune de ces caractéristiques.

Le partage des responsabilités et le travail d'équipe. La réussite des élèves dépend de plusieurs personnes, à l'école comme à l'extérieur. Pour que les individus et les services intéressés constituent un véritable réseau de soutien, il est essentiel de comprendre exactement quelles sont les responsabilités de chacun et de chacune et d'être convaincu(e) de l'importance du travail d'équipe. Ce n'est qu'alors qu'il sera possible de prendre rapidement des mesures efficaces en réponse à des écarts de conduite et, partant, d'améliorer la qualité du milieu d'apprentissage.

Établir un réseau de communication qui permette de dispenser des programmes et des services efficaces exige le soutien du foyer et de l'école. Le foyer et l'école sont responsables de l'épanouissement des jeunes. Le personnel de l'école et les parents doivent pouvoir collaborer et échanger des renseignements, ce qui permettra aux élèves de bénéficier du meilleur climat d'apprentissage possible.

Bien que ce soit premièrement aux directeurs d'école qu'il incombe d'établir les lignes de conduite appropriées, le travail d'équipe nécessaire à la création et au maintien d'un milieu d'apprentissage favorable dépasse de loin l'administration scolaire. La gamme des rapports possibles entre les enseignants, les conseils d'élèves, les élèves et le personnel de soutien est

étendue et variée. Il arrive que l'on omette de communiquer avec certains de ces partenaires importants ou que l'on néglige de les préparer à leur tâche. Le personnel de secrétariat, par exemple, est souvent le premier à se voir confronté à des situations difficiles. Il devrait donc être bien informé, perspicace et compréhensif, et pouvoir faire face à des situations d'urgence. Ceci est également vrai pour d'autres membres du personnel comme les gardiens, les infirmiers, les chauffeurs d'autobus, les surveillants de cafétéria et les conseillers en assiduité. Chacune de ces personnes doit être renseignée et mise au courant des lignes de conduite de l'école et savoir adopter des mesures adaptées à chaque situation. Il devrait exister des lignes de conduite dans chaque école qui garantissent que chaque membre du personnel comprend bien son rôle et réagit en conséquence.

Il arrive qu'un problème nécessitant l'intervention des cadres supérieurs du conseil et des conseillers scolaires surgisse. Le personnel de l'école doit mettre ces personnes pleinement au courant de la situation, et tous les renseignements soumis doivent être exacts et corroborés par des faits. Il est plus facile de constituer un dossier exact qui n'omette aucun détail si l'on a utilisé un système d'enregistrement quotidien.



Certains élèves pourront tirer profit d'une collaboration étroite entre l'école et les organismes publics extérieurs comme, entre autres, les services de santé publique, la police et la Société d'aide à l'enfance. Il est important que l'école entretienne de bons rapports avec ces organismes.

L'aide mutuelle que s'apporteront les spécialistes de l'extérieur et le personnel de soutien permettra à l'école de mieux répondre aux besoins des élèves. Un climat de bienveillance favorise un meilleur rendement.

Un cadre matériel adéquat. Le climat de l'école dépend en grande partie du cadre matériel. Des installations et des locaux attrayants et bien entretenus fortifient le moral et l'attitude des enseignants comme des élèves.

L'entretien de la propriété scolaire est généralement la responsabilité collective des administrateurs scolaires, des enseignants, du personnel de soutien, des élèves et d'autres employés du conseil. L'entretien peut être facilité de plusieurs manières :

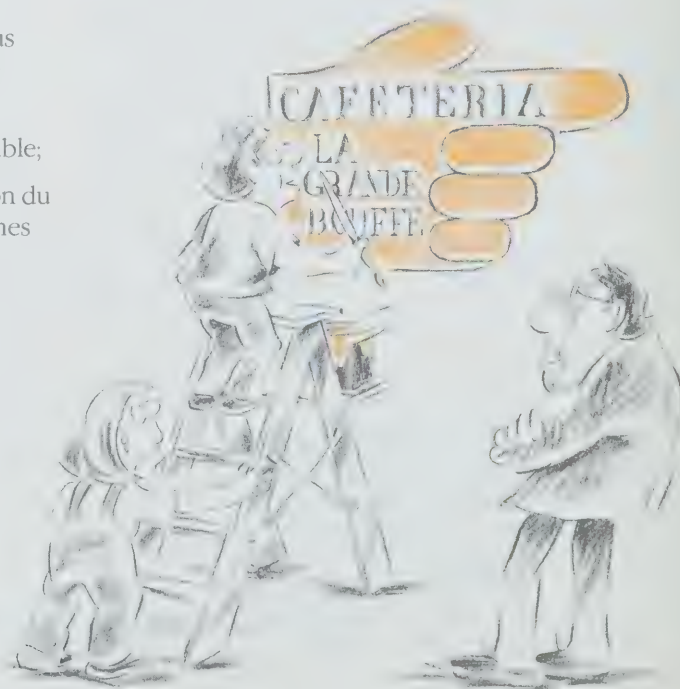
- les administrateurs et le personnel d'entretien effectuent des tournées d'inspection régulières dans les différentes parties de la propriété;
on invite des personnes étrangères à l'école (peut-être le directeur ou la directrice d'une autre école) à visiter les installations et les locaux et à donner un point de vue objectif quant aux améliorations possibles;
- on demande à un groupe consultatif choisi dans la collectivité d'effectuer des tournées régulières de l'école;
- en matière de respect de la propriété, les enseignants donnent l'exemple aux élèves;
- les dommages visibles sont réparés dans les plus brefs délais afin de décourager tout vandalisme supplémentaire;
- on efface les graffiti aussi rapidement que possible;
on met sur pied des programmes d'amélioration du cadre matériel général de l'école; ces programmes peuvent aller de campagnes de nettoyage à des projets de conservation de l'énergie.

Des affiches claires attirent l'attention et peuvent aussi contribuer à rendre les écoles plus accueillantes aux parents et aux membres de la collectivité. Les directives affichées dans les cafétérias, les vestiaires ou ailleurs devraient être rédigées en termes positifs et même humoristiques plutôt que sur un ton froid et réprobateur.

Il faut encourager les membres de la collectivité à utiliser les locaux de l'école et à acquérir à l'égard de celle-ci un sentiment de propriété. Ceci est particulièrement important dans les petites localités où l'école secondaire constitue l'une des institutions les plus importantes et tient souvent lieu de centre communautaire. L'usage des écoles à des fins communautaires est cependant tout aussi bénéfique dans les grands centres urbains et donne à la collectivité un sentiment de propriété et de fierté. Il est donc important que les directeurs d'école invitent les membres de la collectivité à venir à l'école, particulièrement pendant la journée.

Il est entendu que l'école se doit d'adopter un certain nombre de mesures pour prévenir le vandalisme comme l'utilisation de vitres à l'épreuve des chocs et des matériaux sur lesquels il est difficile de tracer des graffiti. Mais il faudrait aussi encourager les élèves à acquérir un sentiment de propriété et un sens des responsabilités à l'égard de leur environnement matériel. Certaines actions sont recommandées à cet effet :

- inviter les élèves à participer au choix de la couleur des murs, à exécuter des peintures murales thématiques;
- donner aux élèves la responsabilité des vitrines et des tableaux d'affichage;



- encourager les programmes de lutte contre le vandalisme;
- prévoir des jours de nettoyage et promouvoir l'entretien collectif de l'école et de ses biens.

La possibilité pour les élèves de s'engager plus à fond et d'assumer des responsabilités. À mesure que les élèves franchissent les stades de l'adolescence, ils doivent avoir l'occasion de s'engager davantage et d'assumer les responsabilités qui en résultent. Cela ne doit pas se limiter à des groupes particuliers d'élèves, comme ceux qui font partie des conseils d'élèves, mais s'adresser à tous les élèves.

Dans les classes, les enseignants doivent créer un climat qui favorise le développement d'une personnalité solide et du sens des responsabilités. Pour ce faire, ils peuvent :

- offrir, dans le cadre des cours, une certaine liberté de choix et des occasions de prendre des décisions;
- respecter les idées et les réalisations des élèves;
- inciter les élèves à se surpasser;
- proposer aux élèves des activités collectives où ils doivent apprendre à se respecter les uns les autres;
- insister sur l'importance de la participation en classe;
- encourager les élèves à participer à des activités parascolaires.

On peut aussi prendre au niveau de l'école des initiatives qui engendrent le sens de l'engagement et celui des responsabilités, par exemple :

- faire participer les élèves à des campagnes de financement et des travaux d'utilité collective;
- faire participer les élèves à des programmes d'éducation coopérative et à des stages en milieu de travail conçus pour les aider à acquérir une attitude positive à l'égard du travail;

- favoriser l'interaction entre les élèves, les bonnes influences et l'entraide;
- faire des loisirs (heure du déjeuner, périodes libres ou après la classe) des occasions d'acquérir graduellement le sens de l'engagement et des responsabilités, en demandant aux élèves de planifier et de superviser des activités chaque fois que cela est possible, par exemple;
- prévoir des activités parascolaires dans les domaines de l'athlétisme, de l'expression dramatique, de la littérature, des arts, de la musique ou autres activités culturelles.

Une communication claire des attentes de l'école.

Il est essentiel que chaque école fasse connaître très clairement aux élèves aussi bien qu'aux parents les droits et les responsabilités des élèves et ce qu'elle attend en matière de comportement général. C'est avant tout dans ce dessein que l'élaboration d'un code de conduite à l'école s'impose. (Voir le chapitre intitulé «Préparation d'un code de conduite».)

Un grand nombre de messages et d'explications, depuis les conditions d'obtention des diplômes jusqu'à la marche à suivre en cas d'appel, doivent être communiqués aux élèves et aux parents. Ces communications peuvent prendre diverses formes :

- prospectus de cours contenant des renseignements comme les conditions d'obtention des diplômes, l'éventail des cours, les cours préalables dans certains cas et une liste des professions et métiers liés à certaines disciplines;
- bulletins d'information, journal d'école, notes de service et autres communications écrites;
- communications verbales lors des rencontres avec les parents, journées d'accueil, soirées d'orientation professionnelle, assemblées générales, assemblées par année d'études, etc.;
- code de conduite de l'école.

Dans la plupart des cas, ce n'est pas tant le contenu des messages qui provoque des réactions positives ou négatives que la manière de les communiquer. Quelle que soit la forme utilisée, il doit être évident qu'on agit dans l'intérêt des élèves. Pour s'assurer que le ton du message convienne bien, la direction, les enseignants, les élèves et le personnel de soutien devraient revoir périodiquement les méthodes de communication utilisées et la formulation des messages.

Pour que la communication s'établisse, il ne suffit pas d'envoyer des messages, il faut aussi en recevoir. C'est pourquoi il faut établir une forme de rétroaction qui donnera véritablement aux élèves le sentiment de participer aux décisions ainsi qu'au bon fonctionnement de l'école. Cela pourrait comprendre, entre autres :

- la participation des élèves aux réunions du personnel;
- l'acceptation et le soutien, de la part du personnel enseignant, de toute proposition ou solution réaliste élaborée lors des réunions du conseil d'élèves;
- la planification d'activités spéciales par les élèves eux-mêmes;
- le recours à des boîtes à idées.

Toujours dans le but de favoriser la communication, on peut diviser les écoles les plus importantes en unités plus petites, regrouper, par exemple, les élèves par «pavillon» ou par année d'études.

Il faut aussi sérieusement examiner la possibilité d'utiliser les périodes en classe d'attache pour communiquer. En général, ces périodes sont consacrées au contrôle des présences et à la communication de renseignements sur les activités du jour. Il arrive souvent cependant que le manque d'enthousiasme des enseignants comme des élèves pour cette période aboutisse à une perte de temps précieux. On peut éviter ce problème de plusieurs manières :

- On peut demander à un groupe d'élèves choisis ou à des volontaires de renseigner la classe sur les activités prévues.
- Les périodes de classe d'attache peuvent être prolongées régulièrement (par exemple, une fois par semaine) et comprendre des activités élaborées tant par les enseignants que par les élèves. Ceci aurait pour effet de rehausser l'importance des classes d'attache à l'école.
- On peut introduire entre les classes d'attache une forme de saine concurrence dans la décoration thématique ou les activités parascolaires par exemple.
- On peut amener les enseignants à percevoir les tâches et activités liées à une classe d'attache comme une occasion d'améliorer les relations entre le personnel et les élèves.

Une attitude positive et un bon moral chez le personnel. Les rapports quotidiens enseignants-élèves constituent l'élément le plus important du climat d'une école. C'est pourquoi la direction doit accorder la priorité à l'attitude et au moral du personnel.

Dans cette optique, les caractéristiques que nous avons analysées jusqu'ici valent pour les enseignants aussi bien que pour les élèves. Il est essentiel que les attentes de l'école soient exprimées de façon explicite. La direction de l'école doit clairement faire savoir aux enseignants ce qu'elle attend d'eux en matière de discipline et leur donner l'occasion de participer aux décisions majeures touchant aux politiques scolaires.

Il est aussi important pour les enseignants que pour les élèves d'avoir une image favorable d'eux-mêmes. Il faut donc savoir reconnaître les réalisations personnelles des enseignants. Il est bon de féliciter, officiellement ou non, ceux qui le méritent, mais cela n'est qu'une façon de montrer son appréciation. On peut aussi s'adresser aux médias pour faire connaître les contributions exceptionnelles des enseignants à la vie de l'école ou de la collectivité ou, encore, remettre régulièrement aux journaux locaux une liste des activités scolaires qui se déroulent quotidiennement sous la direction des enseignants.



Il est essentiel que le conseil et les administrateurs scolaires aient à cœur de promouvoir de façon réaliste et pertinente le perfectionnement professionnel des enseignants. Les réunions du personnel peuvent servir à développer des concepts professionnels aussi bien qu'à partager des renseignements. On gagne à faire participer les enseignants aux décisions; ils développent ainsi le sens de la propriété et de la responsabilité et, par conséquent, de l'engagement et de l'appartenance.

L'école et son personnel doivent savoir dans quelle direction ils s'engagent. Il n'est pas possible d'établir des objectifs personnels et scolaires valables sans un cadre précis. Pour assigner à une école des objectifs à court et à long terme, il est recommandé de continuellement réévaluer ses besoins. Cela permettra de déterminer les préoccupations de chacun et chacune, celles notamment des enseignants, et d'y répondre.

Il faut faire face aux problèmes causés par la diversité des valeurs dans la société contemporaine et par le vieillissement du corps enseignant qu'entraîne la

baisse des effectifs scolaires. Il incombe aux directeurs d'école et aux enseignants de combattre ensemble le cynisme dont l'école et l'éducation font l'objet et de cerner les problèmes spécifiques afin d'être en mesure de les affronter.

L'épanouissement de l'identité personnelle.

Lorsque les élèves passent de l'école élémentaire à l'école secondaire ou d'une école secondaire à une autre, ils ont très souvent à faire face à des changements majeurs. La plupart du temps, ils passent d'une école élémentaire plus petite où leur identité était clairement établie au sein de leurs camarades et des enseignants à un milieu scolaire plus vaste et plus impersonnel. Le système de crédits individualisés fragmente les groupes et crée une situation où les relations sont plus difficiles à établir et où les élèves rencontrent chaque jour plusieurs enseignants.

Il est essentiel que s'établissent des contacts entre les écoles élémentaires et les écoles secondaires. Le personnel d'orientation des écoles secondaires peut aider les enseignants des écoles élémentaires à élaborer les programmes d'orientation pour les élèves de 7^e et de 8^e année prévus dans le programme-cadre intitulé *Orientation, cycles intermédiaire et supérieur, 1984*. De plus, les directeurs d'école et le personnel d'orientation du palier secondaire peuvent dispenser des programmes d'orientation aux élèves de 8^e année. Ces programmes devraient fournir des renseignements sur les éléments suivants :

- le choix des cours;
- la planification du programme d'études;
- les choix de carrières;
- les activités parascolaires;
- les ressources accessibles aux élèves à l'école.

Une visite de l'école permettrait aux élèves de se familiariser avec leur nouveau cadre scolaire et de rencontrer leurs nouveaux professeurs.



Tous les élèves qui entrent à l'école secondaire ont besoin de redéfinir leur identité dans leur nouveau milieu. Les mesures suivantes peuvent les y aider. On pourra :

- diviser les grandes écoles en unités plus petites (pavillons, classes, années d'études, par exemple);
- regrouper des cours du cycle intermédiaire en programmes pour permettre aux élèves de former des groupes identifiables;
- insister sur les rapports des élèves avec leur titulaire de classe d'attache en adoptant certaines des mesures décrites précédemment;
- inviter les élèves des années supérieures à travailler individuellement avec les nouveaux;
- organiser à l'intention des nouveaux élèves une journée ou une soirée d'orientation.

Beaucoup d'élèves rencontrent des difficultés – ils peuvent, par exemple, être en butte aux menaces de leurs camarades. Cela risque de conduire à la violence et à des attitudes négatives vis-à-vis de l'école et de la société en général. Bien que les enseignants et la direction ne soient pas en mesure d'éliminer totalement ces facteurs négatifs, ils peuvent aider ces élèves en leur montrant qu'ils sont sensibles à leurs problèmes et ont du respect pour eux en tant que personnes. Les enseignants peuvent utiliser un certain nombre de techniques verbales et non verbales (signes de tête, sourires, gestes de la main) pour montrer aux élèves qu'ils les comprennent et pour leur prodiguer des encouragements. La participation ou la présence des enseignants aux activités extérieures à la classe (entraînement, orientation, activités organisées par les élèves) les aidera également à découvrir les besoins personnels des élèves tout en renforçant les rapports élèves enseignants.

L'encouragement et la sanction de la réussite. Si l'on veut établir un climat scolaire sain, il est essentiel de donner aux élèves l'occasion de réussir. À l'école, le rendement scolaire des élèves se mesure habituellement par l'évaluation sommative et est sanctionné par un certificat d'études, un diplôme, une bourse ou tout simplement un crédit pour avoir suivi un cours avec succès. Il faut aussi avoir régulièrement recours aux méthodes d'évaluation formative, comme la discussion des devoirs, pour déterminer les progrès des élèves. On encouragera également ceux-ci à participer aux activités sportives intra-muros et extra-muros et aux autres activités offertes dans le cadre du programme scolaire pour faciliter leur épanouissement physique et affectif.

L'école peut compter sur de nombreux programmes et modes d'enseignement pour aider les élèves à avoir un bon rendement. La diversité des programmes – qu'il s'agisse des arts, de l'étude de la famille, de l'étude des affaires et du commerce, des études technologiques ou autres – permet à tous les élèves de trouver quelque chose qui les intéresse vraiment. Les divers modes d'apprentissage tels que les programmes d'éducation coopérative, les stages en milieu de travail, les programmes de cours regroupés, les programmes axés sur les activités de la collectivité, le programme Liaison, les programmes d'études personnelles, les cours par correspondance et l'éducation permanente peuvent tous être mis à contribution pour répondre aux besoins particuliers des élèves.

Les élèves réussissent plus facilement à l'école, dans la mesure où les cours qu'on leur offre sont adaptés à leurs besoins, à leurs capacités et à leurs intérêts. Les mesures suivantes sont efficaces :

- offrir des cours à différents niveaux de difficulté;
- offrir des cours que les élèves considèrent comme utiles et pertinents;
- fixer des normes réalistes pour chaque élève;
- adopter diverses méthodes d'évaluation pour mesurer non seulement toutes les dimensions du rendement, mais aussi les progrès au plan des rapports sociaux et de la vie affective.

Quoique les méthodes traditionnelles basées sur les tests, les devoirs, les travaux et les examens soient toujours en vigueur pour mesurer le rendement scolaire, les nouveaux programmes-cadres du ministère proposent maintenant souvent des méthodes d'évaluation parallèles à l'intention des élèves qui étudient à un niveau de difficulté particulier. Il faut aussi employer des méthodes d'évaluation qui reconnaissent les progrès au niveau de l'attitude, de l'initiative et des comportements souhaitables en classe. Les méthodes d'évaluation doivent correspondre aux objectifs des cours et présenter un défi plutôt qu'une menace. Il faut mettre davantage l'accent sur ce que les élèves ont appris et sur ce qu'ils savent faire.

La présence régulière en classe est un élément très important de l'apprentissage. Dans *Les écoles de l'Ontario* on fait de l'assiduité un facteur déterminant de l'obtention des crédits.

Il est important de savoir reconnaître les réussites individuelles. Les cérémonies de remise de diplômes, de remise de prix, les rencontres avec les parents ou les soirées sportives constituent des occasions de faire connaître les succès remportés par les élèves aussi bien à l'école qu'en dehors. Les médias locaux devraient être utilisés régulièrement dans le même but.

La participation à des activités communes à toute l'école et à des échanges avec la collectivité. L'influence de l'école devrait s'étendre bien au-delà de la classe, dans les entreprises locales, les lieux de divertissement, les foyers et la collectivité toute entière. Ces milieux exercent une influence les uns sur les autres. L'esprit de corps à l'école, le sentiment d'appartenance à la collectivité et la fierté locale sont des sentiments apparentés que l'attitude des élèves peut influencer. Les activités communes à toute l'école sont un facteur d'unité, car elles encouragent la loyauté et le respect envers l'école et renforcent le sentiment d'appartenance. Citons à cet égard les campagnes de financement, les campagnes d'embellissement, les rencontres sportives, les manifestations culturelles, les sorties éducatives et les assemblées scolaires. On se servira des médias locaux, de bulletins d'information et d'affiches à placer dans les magasins, les restaurants et les centres commerciaux pour faire connaître ces activités et leurs résultats aux familles et à la collectivité.

L'établissement de rapports étroits entre l'école et la collectivité aura pour effet de renforcer l'image de l'école en tant qu'élément important et partie intégrante de la collectivité. Cela pourra amener les parents et la collectivité à participer davantage aux affaires de l'école. Citons à cet effet les programmes d'éducation coopérative, les programmes de cours regroupés et ceux axés sur les activités de la collectivité, les programmes de participation communautaire, les programmes d'orientation professionnelle, l'usage des ressources municipales, les sorties éducatives ainsi que le partage de locaux et d'établissements scolaires et communautaires avec des organismes tels que les clubs philanthropiques, les garderies et les collèges communautaires. Les écoles qui font office de centres communautaires et récréatifs peuvent servir de cadre à des programmes culturels, à des rencontres sportives et, par le biais de l'éducation permanente, à des programmes donnant droit ou non à des crédits à l'intention des élèves adultes. De leur côté, les élèves pourront participer à des activités bénévoles : aider les personnes âgées ou les élèves du palier élémentaire, rendre visite aux malades, etc.

Résumé

Ce document porte principalement sur l'établissement d'un climat scolaire sain. Un tel climat est en effet essentiel pour promouvoir chez les élèves une meilleure image d'eux-mêmes et l'autodiscipline. Cela, en revanche, contribuera au bon déroulement des activités scolaires et réduira le besoin de recourir à des mesures disciplinaires.

On a vu dans ce chapitre que l'établissement d'un climat sain met en cause plusieurs aspects de la vie scolaire. La liste suivante de caractéristiques pourra servir d'indicateur du climat de l'école :

- Tous les membres du personnel, (direction, enseignants, personnel d'entretien, secrétaires, personnel de la cafétéria, infirmiers, etc.) travaillent conjointement entre eux et avec les élèves.
- Les enseignants entretiennent de bons rapports entre eux, avec le reste du personnel et avec les élèves, aussi bien en classe que dans les autres secteurs de la vie scolaire.
- Les enseignants et les élèves ont le sentiment de leur propre valeur et une image d'eux-mêmes positive.
- Les enseignants et les élèves participent aux décisions, proposent de nouvelles idées et de nouveaux programmes et suggèrent des changements constructifs à apporter à l'organisation ou aux programmes existants.
- Les enseignants et les élèves participent activement à une grande variété d'activités scolaires et parascolaires.
- Les enseignants cherchent à s'améliorer et se prévalent des occasions de perfectionnement professionnel qui leur sont offertes.
- L'école toute entière est consciente des objectifs clairement identifiés qu'elle poursuit.
- Une communication efficace permet au personnel et aux élèves d'être au courant de leurs responsabilités et des attentes de l'école.
- Les réalisations du personnel et des élèves sont reconnues.
- L'enseignement est efficace, contribue à minimiser les perturbations et offre des occasions de réussite.
- Les méthodes d'évaluation employées sont variées (évaluation formative et sommative). Ces méthodes d'évaluation constituent un défi plutôt qu'une menace, correspondent aux objectifs des cours et insistent sur les progrès individuels plutôt que sur la concurrence.

- Des programmes sont en place pour aider les nouveaux élèves en provenance des écoles élémentaires et d'autres écoles secondaires à s'adapter à leur nouveau milieu.
- Le personnel reconnaît et comprend que les élèves sont aux prises avec bien des difficultés et en tient compte dans les cas de mauvaise conduite.
- Les installations et les locaux sont attrayants et bien entretenus.
- Les élèves, le personnel et la collectivité font montre d'un sens de la propriété et tentent de conserver un milieu d'apprentissage accueillant.
- L'école se prolonge naturellement dans la collectivité où elle exerce une influence.

Diverses méthodes peuvent être utilisées pour faire siennes ces caractéristiques. Il est indispensable pour promouvoir la discipline dans les écoles de comprendre la nature de l'élève et l'influence qu'exerce le milieu d'apprentissage. À mesure que de nouveaux concepts et de nouvelles théories d'apprentissage sont proposés, il est important que la direction et le personnel de l'école les comprennent, les évaluent et, le cas échéant, adaptent le milieu d'apprentissage en conséquence. À cet égard, les éducateurs pourront tirer parti des ouvrages de référence proposés dans la bibliographie à la fin de ce document qui, d'une part, soulignent des théories et des concepts actuels sur l'apprentissage et, d'autre part, développent les idées présentées ici.

2.

**Une bonne
discipline**

Introduction

Pendant la petite enfance, la discipline est imposée par une autorité essentiellement extérieure à l'individu (les parents, les enseignants ou d'autres adultes). À mesure que les enfants grandissent, leur conduite dépend de plus en plus de leur conception personnelle du bien et du mal, et ce sont eux qui décident dans quelle mesure ils acceptent comme valables les formes d'autorité qui les entourent. Il est entendu que tout individu continue, d'une certaine manière, à subir l'influence d'autorités et d'opinions extérieures. Néanmoins, l'objectif fondamental de la discipline qu'adopte l'école doit être d'aider les élèves à acquérir le plus de discipline personnelle possible.

Les principes d'une bonne discipline scolaire

La conscience de sa propre valeur est à la base de tout comportement humain. Les sujets qui ont un solide amour-propre sont plus à même de reconnaître et d'accepter leurs points forts et leurs faiblesses, de résister aux pressions négatives de la part de leurs semblables et d'agir dans l'intérêt de la collectivité. Les élèves acquerront d'autant plus de respect pour les droits des autres et comprendront d'autant mieux le partage des responsabilités qu'ils se trouveront dans un milieu où ils se sentent valorisés. Dans un tel milieu, la bonne discipline suppose que les lignes de conduite et les pratiques de l'école soient basées sur les principes suivants :

- Les lignes de conduite et les pratiques relatives à la discipline correspondront aux principes de base d'une société démocratique. Elles :
- a) refléteront le respect de la dignité de l'élève ainsi que de la dignité des autres en insistant également sur les droits des élèves et sur leurs responsabilités;
- b) permettront aux élèves de développer leur potentiel dans les limites du respect des besoins et des droits des autres;
- c) refléteront les principes juridiques de la cause juste et de la procédure équitable, y compris les possibilités d'appel.

- Toute mesure de discipline relèvera d'une bonne pédagogie, c'est-à-dire qu'elle enseignera à l'élève comment adopter une attitude et des comportements convenables.
- Les problèmes de discipline sont souvent évités si l'on offre un programme d'études bien pensé qui est perçu par les élèves comme correspondant à leurs besoins.
- Des mesures de discipline qui font appel au sens de la justice des élèves encouragent ceux-ci à acquérir une discipline personnelle.
- Autant que possible, les lignes de conduite et les pratiques seront le résultat de la collaboration entre les intervenants, et les attentes seront clairement communiquées à tous.

Les problèmes de discipline

Les causes de la mauvaise conduite sont complexes. On trouve souvent, chez les élèves qui se conduisent mal, une image de soi déficiente et un manque de discipline personnelle et de respect pour l'autorité. Or les autorités scolaires se limitent malheureusement souvent au traitement des seuls effets et à l'adoption de mesures à court terme plutôt que de s'attaquer aux causes et ainsi régler les problèmes. Pour diagnostiquer les causes, particulièrement lorsque les problèmes de comportement sont graves, il faut un certain engagement et beaucoup de temps de la part du personnel; il faut faire appel à la participation de divers organismes de soutien extérieurs à l'école et à la collaboration des élèves et des parents.

En milieu scolaire, les problèmes de discipline sont essentiellement de deux sortes : les écarts de conduite et les problèmes de comportement graves. Les deux sections suivantes examinent les causes de ces deux types de problèmes de discipline et proposent des suggestions pour y faire face.

Les écarts de conduite

Les écarts de conduite comprennent les problèmes de discipline d'ordre général, en classe et dans le reste de l'école, que l'on associe normalement avec des adolescents. Il s'agit généralement des manquements suivants :

- arriver en retard en classe;
- négliger d'apporter en classe les livres, le matériel et les devoirs requis;
- manquer l'école à l'occasion;
- déranger la classe par des perturbations mineures (les élèves bavardent, font des plaisanteries ou importunent les autres);
- mal s'habiller;
- se comporter de façon apathique, sans réagir;
- se mettre en colère, faire des remarques sarcastiques ou déplacées;
- fumer où c'est interdit;
- utiliser un langage déplacé.

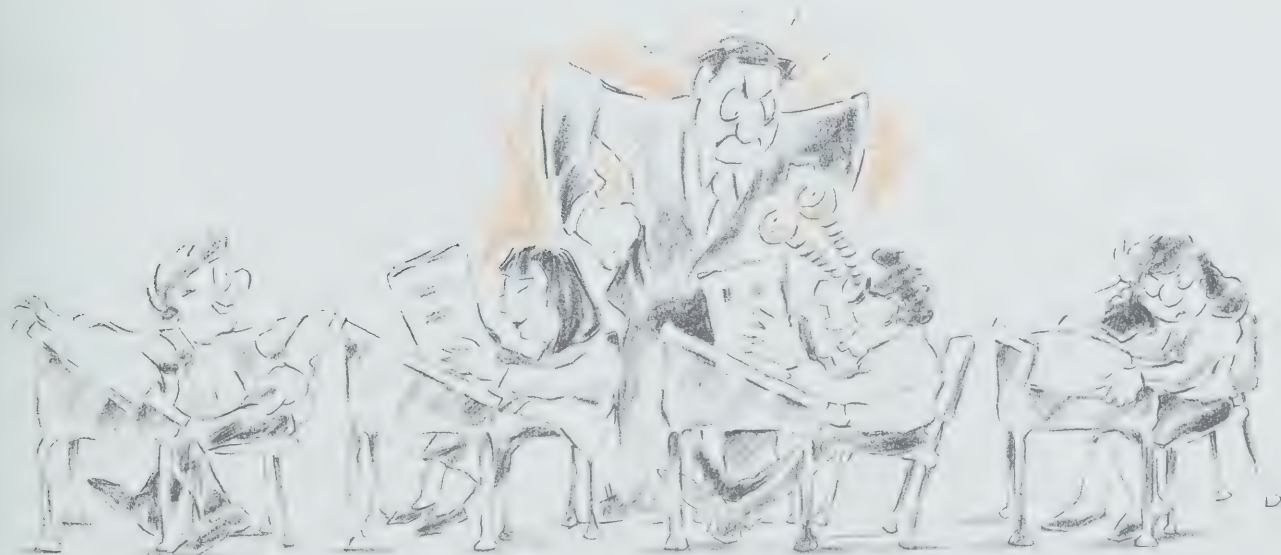
Beaucoup de ces écarts de conduite proviennent du besoin qu'ont la plupart des adolescents de mettre à l'épreuve les normes des adultes tout en affirmant de plus en plus leur indépendance. D'autres sont le résultat d'un sentiment de frustration dans leurs études, d'une image de soi déficiente, de l'ennui ou du manque de soutien de la part des parents. Bien qu'il ne faille pas laisser passer ces écarts, il faut savoir reconnaître qu'ils font partie du développement normal à l'adolescence. Ce faisant, le personnel de l'école évitera les confrontations inutiles ou les réactions purement punitives et sera mieux à même d'orienter les élèves vers des façons plus saines de vivre.

La plupart des élèves, sinon tous, présentent à un moment ou à un autre de leur scolarité des comportements inacceptables. Ils veulent que les attentes de l'école soient clairement exprimées et s'attendent à des limites raisonnables. Ils voudront se mesurer à ces attentes et à ces limites et, en cas d'infraction, s'attendent à des pénalités justes.

La préparation d'un code de conduite et l'élaboration de diverses lignes de conduite et mesures aideront le personnel à maintenir un climat positif. Les mesures décrites ci-dessous sont également utiles pour affronter ou minimiser les écarts de conduite.

1. **Dans la classe.** Au nombre des mesures préventives, il faut compter les caractéristiques de base de tout enseignement valable, telles que :

- bien préparer les cours (leçons bien planifiées et travail à donner annoncé aux élèves au début du cours);
- bien régler le déroulement des activités quotidiennes;
- bien appuyer les lignes de conduite de l'école et être cohérent(e) dans ce que l'on attend des élèves;
- enseigner et expliquer les règles à suivre en classe et dans l'école;
- avoir de l'enthousiasme;
- être conscient(e) du niveau de frustration des élèves;
- être disponible pour aider les élèves qui ont besoin d'attention;



- contrôler les allées et venues dans la classe pendant les cours;
- ▢ sanctionner la bonne conduite;
- ne pas tenir compte des écarts de conduite mineurs au cours d'une leçon (on poursuit la leçon car, en s'attachant aux problèmes, on leur donne de l'importance);
- s'habiller et se comporter d'une façon qui constitue un exemple;
- ▢ intégrer aux cours du matériel pédagogique et des activités variés.

Les mesures correctives comprennent, entre autres, les techniques suivantes :

- ▢ s'entretenir en privé avec un ou une élève qui ne se conduit pas convenablement;
- ▢ consulter les membres du personnel qui ont su s'y prendre avec certains élèves difficiles;
- ▢ inviter les parents d'élèves dissipés à venir discuter des problèmes de leurs enfants;
- se renseigner et écouter avant d'accuser;
- ▢ découvrir l'élève ou le petit groupe d'élèves qui causent des problèmes et s'adresser directement à eux plutôt qu'à l'ensemble de la classe;
- s'approcher d'un ou d'une élève problème au cours des leçons;
- utiliser les yeux ou des signes non verbaux pour montrer sa désapprobation;
- ▢ changer périodiquement les élèves de place et réaménager la classe;
- ▢ organiser des séances de «counselling» avec les élèves après la classe ou après l'école;
- retirer certains privilèges lorsque cela paraît une sanction appropriée;
- ▢ passer des contrats de conduite ou de rendement avec les élèves;
- ▢ mettre au point un programme d'amélioration du comportement dans lequel la bonne conduite est constamment soulignée;
- ▢ isoler un ou une élève dissipé(e) du reste de ses camarades.

2. Dans le reste de l'école. C'est tout le personnel de l'école qui partage la responsabilité de la discipline. On trouvera ci-dessous des mesures qui peuvent s'avérer utiles pour faire face à des comportements perturbateurs :

- ▢ lorsqu'un ou une élève est renvoyé(e) de la classe, remplir un formulaire de renvoi qu'il ou elle doit présenter au bureau; cela lui donnera l'occasion

d'exposer son cas, permettra à l'enseignant ou à l'enseignante d'avoir des renseignements en retour et fournira les données nécessaires au cas où il devrait y avoir un suivi ou un aiguillage subséquent vers d'autres spécialistes;

- ▢ téléphoner ou s'entretenir avec les parents des élèves dissipés;
- ▢ exclure temporairement un ou une élève de la classe;
- ▢ utiliser une salle de retenue après l'école;
- ▢ faire un rapport hebdomadaire ou quotidien sur certains élèves;
- ▢ donner un mentor aux élèves dissipés;
- ▢ faire participer les élèves au «counselling» de leurs camarades;
- ▢ avoir recours aux causeries et aux rassemblements générateurs d'enthousiasme;
- ▢ se prévaloir de l'appui que peuvent fournir les élèves des classes supérieures et les membres du conseil des élèves.

Les problèmes de comportement graves

Ce type de problème se rencontre moins fréquemment en milieu scolaire mais il est par contre plus sérieux et plus complexe. L'indiscipline grave peut être une forme extrême des écarts décrits précédemment ou elle peut se manifester de l'une des façons suivantes :

- ▢ demande excessive d'attention;
- ▢ résistance obstinée aux règlements et à l'organisation qui régissent la classe ou l'école;
- ▢ école buissonnière chronique;
- ▢ comportement destructeur envers soi ou son milieu;
- ▢ hostilité physique ou verbale extrême;
- ▢ comportement capricieux ou irrationnel;
- ▢ angoisses ou peurs excessives;
- ▢ dépression grave ou refus de contact avec la réalité.

Les causes de ces perturbations sont aussi diverses que les individus qui les présentent. Elles peuvent avoir pour origine des expériences vécues dans la petite enfance comme :

- ▢ mauvais traitements et agressions sexuelles;
- ▢ instabilité familiale;



- comportement incohérent des parents;
- négligence de la part de la famille et de la société en général;
- carences au niveau de l'alimentation;
- contacts avec des personnes dont le comportement est antisocial.

Ces expériences peuvent conduire à toutes sortes de troubles affectifs et empêcher l'élève de choisir des modèles ou des comportements positifs.

Il arrive aussi que des handicaps physiques ou des difficultés d'apprentissage créent chez les élèves un sentiment de frustration extrême et les empêchent d'acquérir une image positive d'eux-mêmes. Si le programme d'études ne parvient pas à répondre aux besoins de l'élève en reconnaissant son handicap et en prévoyant des mesures spéciales à son intention, des problèmes de comportement chroniques risquent d'apparaître. Il est rare que les élèves qui présentent ces graves problèmes réagissent à la discipline habituelle ou aux remarques des enseignants.

Lorsqu'ils doivent faire face à des écarts de comportement chroniques ou extrêmes, les titulaires de classe doivent se faire aider par certains membres du personnel de l'école - orienteurs, enseignants-conseils, direction - et certaines personnes de l'extérieur comme des conseillers en assiduité, des psychologues, des infirmiers et des travailleurs sociaux. On peut constituer une équipe de soutien qui travaillera avec l'élève et sa famille pour tenter de découvrir les causes spécifiques du comportement déficient. Le ou la titulaire de classe peut grandement faciliter les choses en observant le comportement quotidien de l'élève et en faisant rapport à l'équipe de soutien. Ces renseignements, ajoutés au bilan de santé, à l'évaluation du dossier de l'élève et à un rapport sur sa situation familiale, peuvent permettre au personnel de l'école de modifier le programme et le placement de l'élève et d'adopter des mesures particulières à son égard pour veiller à ce que son comportement perturbateur ne cause pas de torts à ses camarades de classe et aux autres élèves de l'école. Il ne faut jamais perdre de vue la sécurité des autres élèves.

Les problèmes de comportement graves peuvent être temporaires ou de longue durée. Les interventions peuvent aller du recours à des moyens extérieurs pour contenir ou maîtriser la conduite indésirable, au soutien de l'élève pour lui apprendre à se contrôler lui-même ou elle-même et à acquérir une certaine discipline personnelle. Les diverses interventions peuvent porter sur des changements de comportement

précis ou sur le milieu de l'élève (école, foyer ou collectivité), selon la source du problème. On trouvera ci-dessous un certain nombre de mesures auxquelles on peut avoir recours :

- modification du programme scolaire;
- adaptation du milieu aux handicaps physiques de l'élève;
- placement de l'élève dans une classe d'élèves en difficulté;
- recours au personnel-conseil;
- séances de «counselling» dispensées par le personnel enseignant;
- thérapie familiale;
- traitement médical;
- soins en établissement;
- psychothérapie;
- recours à des récompenses pour améliorer le comportement de l'élève;
- établissement d'un contrat de conduite ou de rendement;
- association étroite entre l'élève et, par exemple, une représentante, un superviseur ou une monitrice;
- renvoi possible de l'école dans l'intérêt de l'individu et de celui des autres élèves.

Quelle que soit l'intervention choisie, elle doit être appropriée au comportement en cause. Les parents doivent en être bien informés et elle ne doit être adoptée qu'avec leur plein consentement. De plus, l'intervention doit faire l'objet d'une révision régulière.

Les élèves qui présentent de graves problèmes de comportement peuvent être orientés vers un comité d'identification, de placement et de révision comme prévu par le Règlement de l'Ontario 554/81. Les élèves considérés par un tel comité comme étant des enfants en difficulté doivent être placés par le conseil scolaire dans un programme spécial approprié à leurs besoins qui s'inspire des concepts fondamentaux suivants :

- Les écoles sont tenues d'offrir aux élèves en difficulté un milieu d'apprentissage qui les incite à devenir aussi indépendants, mûrs et responsables que possible.

- Chaque individu a le droit (a) d'être traité avec le respect qui lui est dû en tant que personne, (b) d'être aidé à atteindre et garder un bon degré de confiance en soi et (c) de participer à des programmes qui lui donneront l'occasion d'acquérir des connaissances et des compétences à un niveau et à un rythme adaptés à ses capacités et à ses besoins ainsi qu'à son mode d'apprentissage.
- Bien que les buts de l'éducation soient les mêmes pour tous les élèves, il se peut que des méthodes, des services, des établissements, un personnel ou un équipement spécialisés soient nécessaires pour dispenser une éducation appropriée aux élèves en difficulté.

La prévention des problèmes de comportement est essentielle si l'on veut offrir un climat d'apprentissage positif à tous les élèves. Les enseignants qui ont à leur disposition toute une variété de techniques efficaces et qui savent les utiliser de façon suivie, avec compassion, chaleur et compréhension, contribuent grandement à établir un climat scolaire favorable. Si l'on réagit de la même façon dans des situations où les élèves présentent des difficultés de comportement, on saura aider chacun d'eux à acquérir une conduite plus productive et une plus grande estime de soi, et à mieux réussir à l'école.

Le ministère de l'Éducation met à la disposition des enseignants et des administrateurs une publication intitulée *Élèves présentant des troubles de comportement*.

3.

**Les fondements
juridiques de la
discipline scolaire**

Introduction

La politique du ministère de l'Éducation à l'égard de la discipline dans les écoles se fonde sur la *Loi sur l'éducation* ainsi que sur les règlements y afférents. La circulaire *Les écoles de l'Ontario* souligne d'une manière non équivoque que les écoles secondaires ont la responsabilité de discipliner et d'orienter les jeunes et qu'elles possèdent l'autorité nécessaire pour ce faire. Les conseils scolaires et les directeurs d'école sont donc tenus de gérer leurs écoles d'une manière conforme aux exigences de ces textes, lesquels établissent clairement la base juridique sur laquelle se fondent la discipline et la gestion scolaires et définissent les responsabilités respectives des directeurs d'école, des enseignants, des parents et des élèves.

La *Loi sur l'éducation* et les règlements y afférents constituent le cadre à l'intérieur duquel les autorités scolaires peuvent s'acquitter de leurs responsabilités. Si la loi ou les règlements ne sont pas appliqués de façon appropriée, systématique et cohérente, des problèmes peuvent surgir. Les conseils aideront les autorités scolaires à éviter les problèmes en publiant des énoncés de politique clairs et régulièrement remis à jour.

Il importe de faire la distinction entre ce qui est juridiquement nécessaire et ce qui est désirable du point de vue de l'éducation. Les éducateurs jouissent d'une certaine latitude pour décider de la pertinence de diverses mesures disciplinaires. Les sanctions prises en vertu de la loi peuvent donc varier d'un conseil à l'autre et même d'une école à l'autre. En toutes circonstances, il faut respecter les droits de chaque élève.

Toutes les personnes qui œuvrent au sein du système scolaire doivent connaître leurs responsabilités individuelles devant la loi en matière de discipline scolaire. Les paramètres qui régissent cette responsabilité sont fournis par les lois fédérales, les lois et règlements provinciaux, les énoncés de politiques des conseils scolaires ainsi que les codes de conduite propres à chaque école. Il importe tout particulièrement que les directeurs d'école connaissent les textes

de loi sur lesquels se fondent l'exercice de leur autorité et l'application de la discipline dans les écoles. Non seulement devraient-ils être bien renseignés sur les lignes de conduite de leur conseil scolaire touchant la discipline, mais ils devraient aussi se tenir au courant des changements les plus récents dans ce domaine aux paliers provincial et fédéral.

Les fondements juridiques de l'autorité

Il n'existe pas de solution toute faite ou de réponse bien définie aux situations et aux problèmes variés qui justifient le recours à des mesures correctives. Pour être en mesure de résoudre les problèmes de discipline, il faut que les directeurs d'école soient au courant des complexités de la législation scolaire. Il ne leur suffit pas de connaître la *Loi sur l'éducation* et les règlements y afférents. Ce chapitre présente une brève description ainsi qu'une courte analyse des dispositions juridiques actuellement en vigueur. Cette description ne prétend pas faire le tour de la question. Outre d'autres textes législatifs qui ont sur les écoles une incidence plus limitée que ceux qui sont cités ici, le droit coutumier a également un effet sur la nature et la portée des rapports entre les élèves et le milieu scolaire dans des domaines qui ne sont pas prévus par les textes de loi ontariens ou canadiens.

La Loi sur l'éducation et les règlements y afférents.

Dans la plupart des cas, la *Loi sur l'éducation* et les règlements y afférents fournissent le cadre législatif nécessaire pour permettre au personnel scolaire de faire face aux problèmes de discipline. La *Loi sur l'éducation* délimite clairement les responsabilités juridiques des directeurs d'école, des enseignants et des parents :

- 236 En plus de ses fonctions d'enseignant [ou d'enseignante], le directeur [ou la directrice] d'école doit exercer les fonctions suivantes :
- a) maintenir le bon ordre et la discipline dans l'école; [...].
- 235 (1) L'enseignant [ou l'enseignante], même temporaire, doit exercer les fonctions suivantes :
- e) faire respecter, sous la direction du directeur [ou de la directrice] de l'école, le bon ordre et la discipline dans sa classe [...]; [...].
- 20 (5) Le père, la mère ou le tuteur [ou la tutrice] d'un [ou d'une] enfant qui est tenu[e] de fréquenter l'école [...] veille à ce que l'enfant aille à l'école.

Outre les pouvoirs étendus qu'elle attribue dans le domaine du maintien de l'ordre et de la discipline, la *Loi sur l'éducation* prévoit également des pouvoirs de suspension et d'expulsion :

- 22 (1) Le directeur [ou la directrice] d'école peut suspendre un [ou une] élève pour une période déterminée dont la durée ne dépasse pas celle que fixe le conseil pour les motifs suivants : absence répétée, opposition constante à l'autorité, négligence habituelle dans l'accomplissement de son devoir, destruction volontaire des biens de l'école, usage d'un langage blasphématoire ou inconvenant, conduite de nature à nuire à l'ambiance morale de l'école ou au bien-être physique ou mental des autres élèves. S'il [ou elle] suspend un [ou une] élève, le directeur [ou la directrice] en avise immédiatement par écrit l'élève, ses professeurs, son père, sa mère ou son tuteur [ou sa tutrice], le conseil, le conseiller [ou la conseillère] en assiduité et l'agent [ou l'agent] de supervision intéressés, expose les motifs de la suspension et informe ces personnes du droit d'appel prévu au paragraphe (2). [...]

(3) Le conseil peut renvoyer un [ou une] élève de ses écoles en raison d'une indocilité telle que sa présence est préjudiciable aux autres élèves :

- a) si le directeur [ou la directrice] de l'école et l'agent [ou l'agent] de supervision intéressé[e] le recommandent;
- b) si l'élève, son père, sa mère ou son tuteur [ou sa tutrice] ont été avisés par écrit :
- i) de la recommandation du directeur [ou de la directrice] de l'école et de l'agent [ou de l'agent] de supervision;
- ii) du droit de l'élève, s'il [ou elle] est majeur[e], sinon du droit de son père, de sa mère ou de son tuteur [ou de sa tutrice], de présenter des observations lors d'une audience tenue par le conseil;
- c) si le, la ou les professeurs de l'élève ont été avisés;
- d) si l'audience a été tenue.

Les suspensions doivent être imposées pour une période bien déterminée et il appartient aux conseils scolaires d'en définir la durée maximale. De même, il est possible qu'une suspension soit imposée d'abord et que l'avis n'en soit donné au parent ou au tuteur ou à la tutrice qu'ensuite. Un tel avis doit exposer les motifs de la suspension et contenir des renseignements touchant le droit d'en appeler de la décision auprès du conseil scolaire.

Une expulsion ne peut être imposée qu'en cas de comportement suffisamment perturbateur pour que la présence de l'élève soit «préjudiciable» à ses camarades et, dans ce cas, une audience doit précéder la décision.

L'audience doit être tenue conformément aux règles d'exercice minimales définies par la *Loi sur l'exercice des compétences légales (L.R.O., 1980, chapitre 484)*. C'est le conseil scolaire qui impose l'expulsion.

Une suspension ou une expulsion exclut un ou une élève de l'école et, partant, constitue l'exercice d'une compétence légale de décision qui est sujette à révision par la Cour suprême de l'Ontario aux termes de la *Judicial Review Procedure Act*.

À l'appui de la *Loi sur l'éducation*, le Règlement 262, intitulé *Écoles primaires et secondaires et écoles pour élèves déficients mentaux moyens - Généralités*, définit les bases de la discipline à l'école et apporte des précisions sur la gestion scolaire, les compétences et les responsabilités des directeurs d'école, des directeurs adjoints et des enseignants ainsi que sur les exigences relatives aux élèves :

- 12 (1) Le directeur [ou la directrice] d'une école, sous l'autorité de l'agent [ou de l'agent] de supervision compétent[e], est responsable de :
- a) l'enseignement dispensé aux élèves de l'école et la discipline les concernant; [...].

- 13 (2) Le directeur [ou la directrice] adjoint[e] remplit les fonctions qui lui sont assignées par le directeur [ou la directrice...].
- (3) En l'absence du directeur [ou de la directrice], le directeur [ou la directrice] adjoint[e...] est responsable de l'école et remplit les fonctions du directeur [ou de la directrice...].
- 21 En plus de remplir les fonctions assignées aux enseignants en vertu de la loi et par les conseils scolaires, l'enseignant [ou l'enseignante] : [...]
- h) collabore avec le directeur [ou la directrice] et les autres enseignants à établir et à maintenir une discipline cohérente dans l'école [...].
- 23 (1) L'élève : [...]
- b) fait preuve d'autodiscipline;
- c) se soumet à la discipline qui correspond à celle que pourrait exercer un père ou une mère bienveillant[e], ferme et sensé[e]; [...]
- e) est courtois[e] envers ses camarades et fait preuve d'obéissance et de courtoisie envers les enseignants; [...].

L'imposition de mesures disciplinaires dans les écoles est fondée sur la doctrine de *in loco parentis* (à la place du parent). C'est de cette doctrine dont on tient compte dans la définition des responsabilités des élèves, des enseignants et des directeurs d'école. On estime que les autorités scolaires agissent au nom des parents et jouissent de la même autorité que ces derniers.

Le Règlement 271 sur les dossiers d'élèves décrit en détail la façon de tenir ces dossiers. Les garanties juridiques concernant le caractère confidentiel des dossiers et le droit qu'ont les parents et les élèves de les consulter sont définis à l'article 237 de la *Loi sur l'éducation*. Les responsabilités du directeur ou de la directrice d'école relativement aux dossiers d'élèves sont exposées dans le Règlement 271. Malgré les dispositions de la loi au sujet du caractère confidentiel de ces dossiers, un directeur ou une directrice d'école peut être obligé(e) par ordonnance de la cour de fournir un dossier d'élève en vertu de la *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille* ou du *Code criminel* du Canada.

Le Règlement 532 intitulé *Apprentissage parallèle dirigé pour élèves dispensés de fréquentation scolaire* contient des clauses qui permettent aux parents d'un ou d'une enfant qui n'a pas atteint seize ans de demander la mise sur pied d'un programme qui satisfasse aux besoins et aux intérêts de l'enfant. Lorsque le comité compétent approuve la demande et prescrit un programme, l'élève doit s'y conformer et n'est pas tenu(e) de se présenter à l'école. Les programmes approuvés aux termes du Règlement 532 sont strictement limités aux élèves d'âge scolaire.

Le nombre d'interjections d'appel et d'audiences prévues par la loi va probablement augmenter étant donné le nombre toujours plus grand de décisions administratives, la remise en question des agissements des enseignants devant les tribunaux et la sensibilisation du grand public aux droits qui lui sont reconnus par la loi.

Autres textes législatifs provinciaux

La **Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille**. Cette loi se préoccupe du bien-être général des enfants. Elle contient des dispositions concernant les sociétés d'aide à l'enfance ainsi que la protection, le soin et la garde des enfants. Les directeurs d'école et les enseignants doivent être au courant des sections de la loi qui traitent de la garde et de la tutelle des enfants et de celles qui traitent des enfants victimes de mauvais traitements. Les articles 68 à 72 revêtent une importance spéciale pour les éducateurs. Ils assignent une responsabilité spécifique aux enseignants et aux directeurs d'école relativement au devoir de signaler les cas de mauvais traitements à la Société d'aide à l'enfance. L'article 81 prévoit des pénalités pour ceux qui négligent de signaler ces cas réels ou présumés.

La **Loi sur les permis de vente d'alcool**. L'article 44 de cette loi défend clairement l'achat, la possession et l'usage de boissons alcoolisées par toute personne de moins de dix-neuf ans de même que la vente de ces boissons à toute personne de moins de dix-neuf ans.

Comme la **Loi sur les permis de vente d'alcool** n'impose pas les mêmes restrictions aux personnes âgées de dix-neuf ans et plus, il est absolument nécessaire que les conseils scolaires établissent leurs propres politiques touchant l'usage de l'alcool dans les écoles, et ce pour *tous* leurs élèves.

Le **Code des droits de la personne** (1981). Ce code déclare que :

[...] la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde [...].

L'Ontario a pour principe de reconnaître la dignité et la valeur de la personne et d'assurer à tous les mêmes droits et avantages [...] sans discrimination

fondée sur la race, la citoyenneté, l'ascendance ou l'origine ethnique.

Le code interdit les pratiques discriminatoires. Il est administré par la Commission ontarienne des droits de la personne, laquelle relève du ministère du Travail. Tous les articles de ce code touchent les éducateurs.

La **Loi sur l'exercice des compétences légales.**

Cette loi définit les règles d'exercice minimales que doivent suivre certains tribunaux dans leurs procédures :

Partie I 3 (1) [...] la présente partie s'applique aux instances tenues par une commission dans l'exercice de la compétence légale de décision dont elle est investie par une loi ou en vertu de celle-ci, si elle est tenue, par celle-ci ou autrement par la loi, d'entendre les parties ou de leur donner l'occasion de se faire entendre avant de rendre une décision.

Cette loi régit les procédures des tribunaux résultant des pouvoirs de suspendre ou d'expulser les élèves.

Lorsque la loi prévoit une audience, la procédure doit suivre un minimum de règles. Ainsi, d'après la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, un avis d'audience doit être donné et doit comprendre les renseignements suivants : indication de l'heure, de la date, du lieu et de l'objet de l'audience; indication du texte législatif qui donne lieu à l'instance; avertissement que, si la partie ne comparait pas, la commission procédera sans elle. Lors de l'audience elle-même, le droit à un avocat ou à une avocate, à la présentation de raisons écrites, à la production de preuves, à la présentation d'arguments, à l'assignation de témoins, à la contre-interrogation des témoins, à la protection des témoins contre tout ce qui tendrait à les incriminer ainsi que certains autres droits doivent être garantis.

La **Loi sur l'entrée sans autorisation.** Cette loi promulguée en 1980 définit l'autorité, les responsabilités et les pouvoirs des agents de police dans le domaine de la violation de la propriété. Aux termes de l'article 2 (1) de la loi, des accusations peuvent être déposées ou des arrestations effectuées sans mandat. Le directeur ou la directrice d'une école peut, si le conseil scolaire en a résolu ainsi, être autorisé(e) à déposer une accusation contre une personne qui viole la propriété ou qui refuse de donner son nom et son adresse. On trouvera des renseignements supplémentaires à ce sujet dans la note Politique/Programmes n° 22 du ministère intitulée *La Loi sur la violation du droit de propriété.*

Législation fédérale

La **Loi constitutionnelle de 1982** et la **Charte canadienne des droits et libertés** confèrent aux provinces le droit exclusif de légiférer en matière d'éducation. La charte est la loi suprême du Canada. Ses dispositions, à certaines exceptions près, ont force exécutoire au Parlement canadien ainsi que dans les assemblées législatives des provinces. Elle peut être modifiée mais seulement selon une formule complexe. La charte va entraîner des changements importants dans les lois canadiennes qui s'appliquent à nos établissements d'enseignement, mais les éducateurs doivent savoir que ses répercussions sur les milieux scolaires ne sont pas encore bien définies.

Le **Code criminel** du Canada. Ce code touche les enseignants et les directeurs d'école, particulièrement aux termes des articles 26 et 43 qui limitent le recours aux châtiments corporels.

26. Quiconque est autorisé[e] par la loi à employer la force est criminellement responsable de tout excès de force, selon la nature et la qualité de l'acte qui constitue l'excès.
43. Tout instituteur [ou toute institutrice], père ou mère, ou toute personne qui remplace le père ou la mère, est fondé[e] à employer la force pour corriger un [ou une] élève ou un [ou une] enfant, selon le cas, confié[e] à ses soins, pourvu que la force ne dépasse pas la mesure raisonnable dans les circonstances.

Le ministère de l'Éducation ne recommande pas le recours aux châtiments corporels. Bien qu'il puisse arriver qu'un conseil scolaire ait pour politique de permettre d'y recourir dans ses écoles, les enseignants et les directeurs doivent être au courant des conditions et des restrictions en la matière qui ont été définies par leurs conseils.

La **Loi sur les jeunes contrevenants**. Cette loi, qui remplace la *Loi sur les jeunes délinquants*, porte sur le processus judiciaire à l'égard des adolescents. Il fait passer la limite supérieure d'âge des jeunes contrevenants de seize à dix-huit ans et donne aux provinces juridiction sur eux. La loi fait également passer de sept à douze ans l'âge minimum auquel un ou une enfant peut être accusé(e) d'avoir commis une infraction criminelle.

La *Loi sur les jeunes contrevenants* ne s'applique qu'aux adolescents qui ont plus de douze ans et qui sont accusés d'infractions spécifiques au *Code criminel* ou aux autres lois fédérales. Elle garantit aux adolescents comme aux jeunes contrevenants que leur «droit [...] à la liberté ne peut souffrir que d'un minimum d'entraves». Ils ont le droit de se faire entendre ainsi que celui de participer aux décisions les concernant. Ils ont également le droit d'être informés de leurs droits et libertés. D'après cette loi, les jeunes ne peuvent être soustraits à l'autorité parentale que dans les seuls cas où toutes les autres mesures sont contre-indiquées.

La *Loi sur les jeunes contrevenants* aura une influence sur l'article 29 (5) de la *Loi sur l'éducation* qui traite des absences répétées de l'école.

Lorsque des enfants contreviennent à des lois provinciales, il faut se référer à la nouvelle partie IA de la *Provincial Offences Act*, mise en vigueur par la *Provincial Offences Statute Law Amendment Act* de 1983, promulguée le 2 avril 1984, et qui est parallèle à la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

Restrictions et mises en garde

La *Loi sur l'éducation* détermine les responsabilités des différents intervenants en ce qui concerne le maintien du bon ordre et de la discipline dans les écoles, mais elle ne prévoit pas de moyens pour s'acquitter de ces responsabilités. Ces moyens sont discrétionnaires et sont renforcés par l'article 27 de la *Loi d'interprétation*. Si les «pouvoirs» accordés pour maintenir le bon ordre et la discipline sont définis dans un sens très large dans cet article, en revanche d'autres lois et règlements circonscrivent les actions des enseignants et des directeurs d'école et indiquent les excès qui pourraient être commis. Par exemple, l'article 12 (3) du Règlement 262 intitulé *Écoles primaires et secondaires et écoles pour élèves déficients mentaux moyens - Généralités* requiert du directeur ou de la directrice d'école qu'il ou elle :

- j) avise sans délai le père ou la mère ou le tuteur [ou la tutrice] d'un [ou une] élève qui manque à ses obligations ou enfreint les règlements de l'école; [...].

Il serait bon que les directeurs, lorsqu'ils signalent une infraction, indiquent en même temps quelles sont les mesures de discipline recommandées pour que les parents soient mis au courant à la fois du problème et de la solution proposée.

Le pouvoir que possèdent les directeurs de suspendre un ou une élève est limité par la politique du conseil scolaire touchant la durée des suspensions ainsi que par la nécessité d'aviser, par écrit, diverses personnes de la suspension, de sa durée, des raisons qui l'ont motivée ainsi que des possibilités d'appel. La possibilité d'interjeter appel auprès d'un conseil scolaire a un effet limitatif, tout comme la possibilité que l'appel puisse donner lieu à une demande de révision judiciaire officielle. À l'étape de l'appel, un conseil scolaire ferait preuve de prudence en procédant comme s'il fallait se conformer aux clauses concernant les audiences prévues par la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Le recours à la force pour discipliner un ou une élève prête toujours à controverse. Le principe de *in loco parentis* et l'usage raisonnable de la force sont liés dans l'article 43 du *Code criminel* cité précédemment. Bien que cette disposition puisse être citée comme une défense légale contre toute inculpation de voies de fait aux termes du *Code criminel*, elle n'est légitime qu'à la condition qu'il soit démontré que la force utilisée n'était pas excessive et qu'elle était «raisonnable dans les circonstances». Il n'existe pas un grand nombre de décisions dans ce domaine en jurisprudence canadienne. En général, cependant, les tribunaux ont appuyé le personnel de l'école dans l'accomplissement de ses responsabilités, s'il a été prouvé qu'il agissait de façon «raisonnable dans les circonstances» et qu'il existait des motifs raisonnables et probables pour amener un enseignant ou une enseignante à conclure que l'élève s'était conduit(e) de façon à mériter une telle punition.

Jusqu'ici, au Canada, la tendance a été de résoudre les problèmes de discipline (ou autres problèmes en milieu scolaire) au sein de l'école ou du conseil scolaire. Des solutions au niveau des conseils scolaires ont été préférées aux voies juridiques et les tribunaux ont généralement reconnu qu'il était nécessaire que les administrateurs et les conseils scolaires prennent des décisions en matière de discipline. Ceci explique en partie le peu de procès en la matière au Canada par rapport aux États-Unis.

Cependant, bien que les appels auprès des tribunaux aient été relativement rares dans le passé, tout porte à croire qu'ils deviennent plus fréquents. Depuis la

promulgation de la *Loi constitutionnelle de 1982* et de la *Charte canadienne des droits et libertés*, on s'attend à ce que de nouvelles limites soient apportées au pouvoir d'imposer la discipline. Par exemple, la *Charte canadienne des droits et libertés* indique que :

7. Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale. [...]

12. Chacun a droit à la protection contre tous traitements ou peines cruels et inusités.

Les effets qu'auront ces dispositions sur l'exercice de la discipline dans les écoles deviendront plus évidents selon la façon dont les tribunaux interpréteront la charte. Il reste également à voir comment les tribunaux considéreront les quatre libertés fondamentales garanties par la charte :

2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes :

- a) liberté de conscience et de religion;
- b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication;
- c) liberté de réunion pacifique;
- d) liberté d'association.

Si l'on désire mieux cerner la façon dont la charte risque d'altérer la façon dont la discipline est actuellement appliquée, il pourrait s'avérer intéressant d'examiner de quelle manière le système judiciaire des États-Unis a interprété les dispositions de sa constitution et de ses modifications dans des circonstances similaires. Par exemple, les élèves américains ont été reconnus personnes à part entière d'un point de vue constitutionnel aux termes de la Déclaration des droits. Ainsi, dans une affaire qui a fait époque, *Tinker V. Des Moines Independent Community School District* (393 U.S. 503 [1969], 511), le juge adjoint de la Cour suprême, Abe Fortas, a déclaré que :

[...] les autorités scolaires ne possèdent pas une autorité absolue sur les élèves. Qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur de l'école, les élèves sont des «personnes» d'après notre constitution. Ils jouissent de droits fondamentaux que l'État doit respecter [...]. Lorsqu'il n'existe pas de démonstration spécifique de raisons constitutionnellement valides de réglementer leur liberté d'expression, les élèves jouissent de la liberté d'exprimer leur opinion.*

Au Canada, la reconnaissance des pouvoirs qu'ont les autorités scolaires dans la formulation et l'application des règlements scolaires a été confirmée en 1971 dans l'affaire *Ward V. Board of Blaine Lake School Unit no. 57* (1971, 4 W.W.R. 1961) en Saskatchewan. L'affaire avait été portée devant les tribunaux à la suite de la suspension temporaire d'un élève dont la longueur des cheveux n'était pas conforme aux normes définies par le conseil scolaire pour les élèves du sexe masculin. La cour décida que les mesures disciplinaires prises par le directeur et le conseil scolaire étaient plutôt administratives que judiciaires ou quasi-judiciaires. De plus, une telle action relevait tout à fait de la compétence légale du directeur d'école qui se devait d'agir de manière à assurer le bien-être et la discipline dans son école. Il fut donc décidé que les mesures prises ne démontraient aucune mauvaise foi et ne représentaient aucun manquement à la justice naturelle. Plus important encore, le juge a expressément rejeté l'argument de procédure équitable utilisé dans les affaires américaines parce qu'il se fondait sur diverses dispositions de la constitution des États-Unis. Aujourd'hui que nous avons la *Charte canadienne des droits et libertés*, on peut se demander si le système judiciaire canadien rendrait la même décision.



*Traduction libre.

La procédure équitable et l'impartialité administrative

La question de la «procédure équitable», à propos de l'application de la discipline dans les écoles, retient l'attention depuis quelque temps. Ceci est dû en partie à la publicité dont ont bénéficié les procès américains où des élèves ont gagné leur cause contre les autorités scolaires parce que leurs droits constitutionnels avaient été violés. On se demande maintenant si l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés* cité plus tôt ne va pas donner lieu à des interprétations similaires en Ontario.

Jusqu'à ce jour, aucune cause n'a été portée à ce titre devant les tribunaux. Le concept de la procédure équitable reste donc essentiellement hypothétique dans les textes ontariens relatifs à l'éducation.

Comme on l'a fait remarquer précédemment, les pouvoirs de suspension et d'expulsion que donne la *Loi sur l'éducation* aux directeurs d'école et aux conseils scolaires sont circonscrits par la nécessité de se conformer aux règles de procédure minimales définies par la *Loi sur l'exercice des compétences légales*. Il semble que cette exigence ne s'applique que dans les cas d'expulsion ou d'appel de suspension devant le conseil scolaire. Il est probable, cependant, que des suspensions qui dépassent dix jours ou qui risquent d'entraîner des répercussions sérieuses sur les résultats scolaires de l'élève pourraient être soumises à des critères de procédure semblables à ceux qui sont énoncés dans la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Qu'une audience soit ou ne soit pas requise par la loi, les règles d'impartialité et de justice doivent être respectées dans tous les cas au nom de la justice naturelle. Cela suppose à tout le moins (a) la présence d'un corps constitué impartial ou d'un tribunal impartial, (b) un avis préalable de la plainte suffisamment précis pour que la personne visée se rende compte de ce à quoi elle est confrontée, (c) la possibilité pour cette personne de communiquer sa réaction de vive voix ou par écrit au corps constitué pour sa propre défense et (d) une décision finale en rapport avec les faits et les preuves présentés.

La flexibilité de la procédure équitable permet donc d'étendre l'instance et d'en faire une véritable procédure contradictoire, avec tout ce que cela suppose : une adhésion stricte aux règles de la preuve, des témoins déposant sous serment, enregistrement de l'évidence et ainsi de suite, comme dans une cour de justice. Toujours à condition qu'elle soit perçue comme équitable, cette procédure peut cependant aussi être très informelle.

Les formalités administratives

De temps en temps, il faut envoyer des élèves chez le directeur ou la directrice pour des raisons de discipline ou à cause d'un comportement qui nuit à l'ambiance de l'école ou au bien-être des autres élèves. Les formalités administratives qui sont alors entamées peuvent toucher tout le personnel et commencent au moment où se produit l'incident.

Il est essentiel d'établir des formalités administratives bien définies pour s'assurer que les décisions prises soient justes et efficaces. Les conseils scolaires devraient élaborer des lignes de conduite claires relativement aux manquements à la discipline qui pourraient aboutir à une suspension et faire en sorte que tout le monde en prenne connaissance. Par exemple, les méthodes à adopter en réponse aux problèmes de drogue, d'alcool, de vandalisme, de mauvais traitements, d'agression sexuelle et d'absentéisme doivent être élaborées par le conseil scolaire aussi bien que par l'école. La mise en place de règles spécifiques facilite la tâche des administrateurs et prévient bien des problèmes. Pour s'acquitter convenablement de leurs responsabilités, les directeurs et le personnel des écoles doivent clairement comprendre les lois et les procédures relatives au milieu scolaire et s'y conformer.

Les formalités administratives liées à des problèmes de discipline comportent trois étapes principales :

- l'enquête;
- la prise de décision;
- l'application.

L'enquête. Cette étape permet de recueillir les renseignements nécessaires pour évaluer impartialement la situation. Les administrateurs devraient réfléchir aux suggestions suivantes :

- Ne pas tirer de conclusions hâtives.
- Agir avec calme et objectivité.
- Rassembler les faits. Il faut obtenir tous les détails pertinents auprès des personnes directement en cause ainsi que des autres élèves et enseignants et, le cas échéant, des témoins.
- Recueillir tous les renseignements dans les plus brefs délais.
- Donner à chaque partie la possibilité de présenter sa version des faits.
- Déterminer le problème.
- Examiner les circonstances et essayer de déterminer la cause du problème.
- Se renseigner sur la situation scolaire et familiale de l'élève en cause.
- Tenir compte du profil de l'élève, de ses points forts et de ses faiblesses.
- Essayer de découvrir si le comportement de l'élève obéit à certaines tendances.
- Suivre les formalités établies par le conseil scolaire et par le code de conduite de l'école.
- Réunir toutes les pièces pertinentes.
- Évaluer objectivement tous les renseignements recueillis.
- Si nécessaire, communiquer avec les parents, avec le personnel de soutien de l'école et avec des spécialistes de l'extérieur.

La prise de décision. Il ne faut pas prendre de décision avant que tous les renseignements n'aient été recueillis, que toutes les personnes intéressées n'aient été consultées et qu'une analyse complète de la situation n'ait été effectuée. Avant de prendre une décision, les facteurs suivants devraient être examinés avec soin :

- les besoins des élèves, de l'école et de la collectivité;
- les précédents, le cas échéant;
- l'intervention d'organismes extérieurs;
- les diverses solutions possibles;
- les avantages et les inconvénients de chaque solution ou de chaque mesure disciplinaire envisagée;
- les suggestions de personnes-clés touchant les solutions possibles [par exemple, si les problèmes de discipline sont sérieux, un surintendant ou une surintendante devrait être consulté(e) avec le concours, au besoin, des services juridiques du conseil scolaire];
- toutes les conséquences possibles de chaque solution proposée;
- les effets de chaque solution sur l'élève;
- l'application pratique de chaque solution;
- le maintien de la communication;
- la tenue de dossiers précis touchant l'incident.

L'application. De toutes les étapes, celle-ci est la plus critique. Elle fait sentir aux élèves, souvent d'une façon concrète, le caractère inévitable des conséquences de leurs actes. L'application de la décision est la preuve que l'on se conforme au code de conduite établi et aux attentes du conseil scolaire. Une fois la décision prise, le directeur ou la directrice d'école ou les autres responsables doivent s'assurer que :

- l'élève et les enseignants en cause soient avertis de la décision et des raisons qui l'ont motivée;
- la décision soit communiquée, par téléphone ou par lettre, aux parents de l'élève ou à toute autre personne qu'elle touche;
- la décision soit mise à exécution;

- toutes les obligations légales soient remplies avec précision;
- la communication entre les intervenants reste possible;
- l'élève ait la possibilité de montrer qu'il ou elle peut mieux se conduire;
- le surintendant ou la surintendante soit avisé(e) de la situation en cas de manquement très grave à la discipline;
- la situation fasse l'objet d'un rapport circonstancié;
- on fasse appel, suivant les besoins, au personnel et aux ressources scolaires et extérieures;
- les règles fixées par le conseil scolaire et l'école soient respectées en tout temps;
- une révision de toute la situation ait lieu pour vérifier si la décision a été pleinement exécutée.

Les lois et les règlements changent constamment ainsi que les interprétations auxquelles les litiges donnent lieu. Il est donc important d'essayer, dans la mesure du possible, de se tenir au fait de ces changements et de ces nouvelles interprétations. Dans le doute à l'égard d'une manière de procéder particulière, il est fortement recommandé de prendre l'avis d'un conseiller ou d'une conseillère juridique.

Par-dessus tout, il est important qu'en assumant leurs responsabilités légales en matière de discipline dans les écoles, les administrateurs veillent à ce que les règlements soient élaborés dans un esprit de collaboration et que les élèves, les parents et le personnel en soient clairement informés et perçoivent le processus comme intrinsèquement équitable et appliqué avec cohérence.

Résumé

Ce chapitre sur les fondements juridiques de la discipline scolaire visait (a) à fournir un aperçu des textes de loi auxquels peuvent se référer les personnes qui ont la responsabilité de faire régner la discipline dans les écoles, (b) à donner des indications et à énoncer des mises en garde relativement à ces textes et (c) à proposer des formalités administratives qui tiennent compte à la fois des obligations juridiques et des exigences en matière de procédure équitable et d'impartialité administrative. Cette discussion ne se veut pas exhaustive : les cas cités, les décisions rapportées et les opinions proposées ne constituent pas le dernier mot en la matière. Ce n'est qu'un point de départ qui permet d'examiner le présent et de prévoir l'avenir.

4.

**Préparation
d'un code
de conduite**

Introduction

On a insisté tout au long de ce document sur la nécessité de développer chez les élèves l'amour-propre et l'autodiscipline. Dans ce dessein, chaque école est tenue de préparer un code de conduite à l'intention des élèves. Ce code indiquera clairement les attentes de l'école et les conséquences des manquements à ces attentes. Le document intitulé *Les écoles de l'Ontario* exige des écoles qu'elles élaborent un code de conduite ou qu'elles révisent les codes déjà en vigueur pour les adapter aux principes établis.

Il est important qu'une école prépare son code de conduite avec le concours de la collectivité de façon que le code reflète les préoccupations et l'engagement de toutes les parties concernées. Les attentes à l'égard du comportement des élèves doivent y être clairement énoncées si l'on veut promouvoir l'équité et la cohérence en classe, une ambiance scolaire agréable et un milieu favorable à l'apprentissage.

Les attentes de l'école

Un grand nombre des attentes de l'école relatives au comportement des élèves ne sont pas directement visées par la loi. Certaines reflètent les besoins de la collectivité, d'autres relèvent du bon sens. Ainsi, par exemple, l'école et la collectivité attachent beaucoup d'importance à l'utilisation de l'équipement de sécurité et au port de vêtements appropriés dans un atelier, bien que ce ne soit pas stipulé par la loi. Les codes de conduite doivent donc énoncer les attentes qui ne sont pas prévues par la loi tout autant que celles qui le sont, comme les problèmes de vol ou de vandalisme.

Les attentes énoncées dans un code de conduite ont des répercussions pour les parents comme pour les enseignants. Ces personnes doivent, par conséquent, se familiariser avec les dispositions du code et participer activement à son application. En outre, le comportement de tous ceux qui participent au fonctionnement de l'école doit être conforme au code.

La conduite des élèves indique dans quelle mesure se trouvent réalisés les buts de l'éducation, les attentes de la collectivité et toute autre norme établie par le conseil scolaire. Pour élaborer leur code de conduite, les écoles devraient tenir compte des objectifs provinciaux et locaux. Les buts mentionnés ci-dessous sont particulièrement importants; ils mettent l'accent sur l'épanouissement de l'amour-propre et de l'autodiscipline et sur l'identification de valeurs personnelles et de celles de la société :

- le développement du sens de sa propre valeur;
- la prise de conscience de ses responsabilités sociales au sein de son milieu immédiat, de son pays et du monde;
- l'approfondissement de valeurs fondées sur des croyances religieuses et morales et sur une notion du bien-être de la société.

Les écoles pourraient passer en revue les éléments suivants lorsqu'elles définissent leurs attentes à l'égard des élèves :

- assiduité;
- ponctualité;
- respect de l'autorité;
- respect des autres et de ce qui leur appartient;
- tolérance à l'égard des particularités ethniques, raciales, religieuses et sexuelles;
- tenue vestimentaire;
- habitudes de travail;
- utilisation des casiers;
- consommation d'alcool et de drogue, y compris le tabac;
- méthodes de résolution des conflits;
- devoirs et travaux;
- hygiène et propreté personnelles.

Caractéristiques d'un code de conduite

Le code de conduite d'une école donnée peut présenter un grand nombre d'éléments qui lui sont particuliers. Certaines caractéristiques devraient cependant être communes à toutes les écoles.

- Chaque code sera conforme aux buts de l'éducation énoncés par le ministère de l'Éducation, particulièrement en ce qui a trait au sens de la valeur personnelle et à l'autodiscipline chez les élèves. Les élèves qui sentent qu'ils apportent une contribution valable à leur école et qui ont acquis une discipline personnelle ne posent généralement pas de problèmes de comportement.

Ces élèves ont tendance à conformer leurs actions aux valeurs essentielles au bien-être de l'individu et de la société. Ils sont bien préparés à poursuivre des études collégiales ou universitaires ou à s'intégrer au monde du travail.

- Chaque code reflétera le climat favorable que l'école souhaite établir ainsi que les attentes et les besoins de la collectivité.
- Chaque code sera élaboré collectivement et fera l'objet d'une révision périodique à laquelle participeront les parents, les élèves et le personnel de l'école. Il sera aussi soumis à l'approbation du conseil. De cette façon, toutes les personnes touchées par les dispositions qui y sont contenues auront leur mot à dire dans son élaboration.
- Chaque code se conformera aux dispositions des lois fédérales et provinciales en vigueur. Une école ne peut pas imposer des règlements qui enfreignent de quelque façon que ce soit les droits des élèves.
- Chaque code sera facile à comprendre. Ni vague ni ambigu, il sera écrit dans un langage aussi clair et aussi spécifique que possible. Cette précaution permettra de prévenir toute initiative arbitraire ou capricieuse de la part de ceux qui auront à le faire respecter.
- Chaque code comportera un exposé théorique des principes sur lesquels il est fondé.
- Les attentes énoncées dans chaque code seront raisonnables et viseront des objectifs légitimes et nécessaires dans le contexte scolaire. Le code se préoccupera avant tout des comportements qui risquent d'avoir des conséquences préjudiciables sur le bien-être des élèves en cause et des autres élèves de l'école. On s'efforcera d'y intégrer une

explication de son contenu pour que les élèves comprennent le bien-fondé de certaines attentes.

- Chaque code sera équitable et non discriminatoire aussi bien dans l'énoncé de ses exigences en matière de comportement que dans celui des mesures prévues pour les faire respecter. Ses dispositions éviteront toute discrimination fondée sur la race, le sexe, les convictions religieuses ou autres. Les mesures prévues pour faire respecter le code seront exemptes de préjugés et prévoiront des modalités aboutissant à des séances ou à des délibérations équitables et impartiales où les cas seront bien documentés. Les élèves ont le droit de prendre pleinement connaissance de n'importe quelle accusation dont ils sont l'objet ainsi que de la nature des preuves présentées à l'appui. Ils auront également accès à tout renseignement consigné dans leur dossier.
- Chaque code énoncera les droits aussi bien que les responsabilités des élèves.
- Chaque code donnera un aperçu de ce que l'on attend des parents à l'égard de la discipline scolaire.
- Chaque code énoncera clairement des conséquences réalistes, appropriées, et faciles à appliquer en cas de manquement. La discipline sera appliquée de façon ferme et impartiale. Le code sera cependant suffisamment souple pour pouvoir s'adapter aux



situations et aux individus. Il ne faut pas cependant que cette nécessaire souplesse aille jusqu'à saper la crédibilité du code. Les conséquences des manquements pourront être prévues; ce n'est que de cette façon que les élèves apprendront à assumer la responsabilité de leurs actes.

- Si les élèves connaissent les normes qui régissent leur conduite, ils risquent moins de les transgresser. C'est pourquoi le code sera communiqué, distribué sous forme écrite et expliqué à tous les élèves et à leurs parents ou tuteurs. À cette fin, il peut se révéler nécessaire de l'offrir en plusieurs langues.
- Chaque code fera l'objet d'une révision périodique pour supprimer ou modifier les éléments désuets. La version revue sera soumise à l'approbation du conseil scolaire. Il faudrait donc intégrer au code des dispositions qui prévoient des révisions et des modifications.

Les conséquences des manquements au code de conduite

Le code de conduite de chaque école devrait clairement exposer les conséquences de tout manquement à ses règles. Les sanctions tiendront compte des besoins de chaque élève ainsi que de ceux du milieu scolaire. Il est évident qu'un manquement aux exigences du code peut avoir des conséquences diverses. Ces conséquences visent à éduquer ou à punir; la plupart veulent punir tout en aidant l'élève à se corriger. Chaque énoncé de conséquence sera suffisamment souple pour pouvoir s'appliquer à tout l'éventail possible des situations et des individus en cause.

Les personnes chargées de l'application du code de conduite devraient avoir à leur disposition un large éventail d'options et de méthodes. On trouvera ci-dessous certaines des conséquences que l'on peut envisager d'intégrer au code :

- entretien avec l'élève;
- entretien formel avec l'élève;
- intervention du personnel d'orientation;
- appui et conseils de la part des camarades;
- intervention des parents;
- mise en retenue de l'élève;
- retrait de la classe d'attache et assignation à une classe clinique;

- retrait d'un crédit par suite d'absences;
- exigence de restitution, le cas échéant;
- imposition d'un contrat de conduite ou de rendement scolaire;
- intervention du personnel des services aux élèves ou renvoi de l'élève à ces services;
- renvoi à un comité d'identification, de placement et de révision;
- suspension;
- intervention d'organismes extérieurs ou renvoi à l'un de ces organismes (la Société d'aide à l'enfance ou la police);
- renvoi de l'école.

Bien qu'il revienne aux conseils scolaires de décider s'ils auront recours ou non aux châtimements corporels, il faut noter que ce type de sanction est contraire à l'esprit et aux principes du présent document.

Toute mesure disciplinaire stipulée ou suggérée dans un code de conduite scolaire doit refléter les principes fondamentaux de la juste cause et de la procédure équitable. Les diverses procédures possibles seront clairement définies et incluront des dispositions relatives aux possibilités d'appel ou de réparation. Les personnes responsables des élèves auront cependant suffisamment de latitude pour tenir compte des besoins particuliers de ces derniers et pour exercer leur jugement dans le contexte de situations précises.

Lois, règlements et notes ministérielles

Canada

Charte canadienne des droits et libertés, 1982.

Code criminel.

Loi constitutionnelle de 1982.

Loi de 1975 modifiant le droit pénal.

Loi sur les jeunes contrevenants, portant abrogation de la Loi sur les jeunes délinquants, 1984.

Ontario

Code des droits de la personne, 1981.

Loi de 1983 modifiant la Loi concernant les textes législatifs sur les infractions provinciales.

Loi d'interprétation. Lois refondues de l'Ontario de 1980.

Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille.

Loi sur la majorité et la capacité civile, 1971.

Loi sur l'éducation, 1985.

Loi sur l'entrée sans autorisation. Lois refondues de l'Ontario de 1980.

Loi sur les infractions provinciales. Lois refondues de l'Ontario de 1980.

Loi sur les permis de vente d'alcool. Lois refondues de l'Ontario de 1980.

Loi sur l'exercice des compétences légales. Lois refondues de l'Ontario de 1980.

Ministère de l'Éducation. «Corporal Punishment». Note n° 23, 1968-1969.

Ministère de l'Éducation. «La Loi sur la violation du droit de propriété». Note Politique/Programmes n° 22, révisée en 1982.

Ontario Regulation 271/85 (Pupil Records) under the Education Act.

Règlement de l'Ontario 532/83 (Apprentissage parallèle dirigé pour élèves dispensés de fréquentation scolaire) pris en application de la Loi sur l'éducation.

Règlement 262 des règlements refondus de l'Ontario de 1980 (Écoles primaires et secondaires et écoles pour élèves déficients mentaux moyens - Généralités) pris en application de la Loi sur l'éducation.

Livres, articles et rapports

Bala, N. et H. Hilles. *La Loi sur les jeunes contrevenants annotée*. Montréal, Éditions Yvon Blais, 1984.

Bany, M.A. et L.V. Johnson. *Dynamique des groupes et éducation. Le groupe-classe*. Paris, Dunod, 1971. 344 p.

Beaumont, Michel. «A-t-on le droit d'infliger des châtements corporels?» *La revue scolaire*, vol. 29, n° 6 (juill.-août 1979) : 20-21.

Bégin, Huguette *et al.* «La violence à l'école». *Revue québécoise de psychologie*, vol. 5, n° 1 (1984) : 68-131.

Bernard, Léonel. «La Loi sur les jeunes contrevenants : un appel au sens des responsabilités». *Vie pédagogique*, n° 41 (mars 1986) : 42-43.

Buckley, N.K. et H.M. Walker. *Comment modifier les comportements en classe. Manuel de procédures pour les professeurs*. Ste-Foy (Québec), Éditions Saint-Yves, 1972. 123 p. Traduit de l'anglais.

Center for Humanities et Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques. *Les raisons du comportement*. Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 1979. Livret et cassette.

*Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques. *Socialisation, adaptation, comportement*. Ottawa, le Centre, 1983. 141 p. (ONTERIS : CD05188)

Chalvin, Marie-Joseph. *Comment réussir avec ses élèves*. Paris, Éditions ESE, 1982. 188 p.

Cloutier, R. et L. Dionne. *L'agressivité chez l'enfant*. St-Hyacinthe (Québec), Éditions du Centurion, 1981. 126 p.

Comeau, M., G. Goupil et J.-C. Lavigne. «Souriez, les enfants en ont besoin et vous aussi». *Vie pédagogique*, n° 27 (nov. 1983) : 33-34.

*Conseil de l'éducation de Prescott-Russell. *Modification du comportement, cycles intermédiaire et supérieur*. Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 1983. (ONTERIS : CD05285)

*Conseil des écoles séparées catholiques d'Ottawa. *Éducation spéciale. Problèmes de comportement*. Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, (s.d.). 28 p. (ONTERIS : CD04262)

*Les documents marqués d'un astérisque sont disponibles pour consultation à la bibliothèque de dépôt d'ONTERIS (Ontario Education Resources Information System/Répertoire informatisé de ressources pédagogiques de l'Ontario).

Conseil franco-québécois d'orientation pour la prospective et l'innovation en éducation. *L'inadaptation scolaire*. 4 fasc., Québec, ministère de l'Éducation, 1982.

_____. *Stratégies de réduction de l'inadaptation scolaire*. Québec, ministère de l'Éducation, 1982. 126 p.

Cusson, Maurice. *Les punitions en éducation*. Montréal, Université de Montréal, Groupe de recherche sur l'inadaptation juvénile, 1977. 87 p.

De Billy, Hélène. «Professeurs et élèves. Quand la tension monte». *Justice*, vol. 6, n° 2 (févr. 1984) : 5.

Desjarlais, Lionel. *L'adolescence, croissance et développement*. Toronto, ministère de l'Éducation, 1985. 295 p.

*Desjarlais, Lionel et al. *Besoins et caractéristiques des élèves du cycle intermédiaire âgés de 12 à 16 ans. Récapitulation générale des publications de 1930-1974 et recommandations pédagogiques*. Toronto, ministère de l'Éducation, 1975. (ONTERIS : ON01628)

Dias, Bosco. *Les mécanismes de défense dans la genèse des normes de conduite*. Fribourg (Suisse), Éditions Universitaires de Fribourg, 1976. 300 p.

Disashi, L.N. et G. Tistaert. «Le comportement de management des professeurs ou l'organisation et le contrôle des classes». *European Journal of Teacher Education*, vol. 7, n° 2 (1984) : 155-165.

«La discipline est la difficulté la plus sérieuse». *Entre nous*, vol. 12, n° 4 (avril 1980) : 7.

*Doucet, Jeanne et al. *Telle discipline, tel professeur, telle motivation. Cahier de ressources pédagogiques*. Toronto, Fédération des enseignants et des enseignantes des écoles secondaires de l'Ontario, 1977. 79 p. (ONTERIS : CD03594)

Dupont, Pol. *La dynamique de la classe*. Paris, Presses Universitaires de France, 1982. 256 p.

_____. *Pratique de la classe. Domaine relationnel*. Bruxelles, Éditions Labor-Fernand Nathan, 1983. 150 p.

L'élève du secondaire. Quelques réalités. Montréal, Association des institutions d'enseignement secondaire, 1980. 100 p.

«L'élève indiscipliné, la faute à qui?» *Dimensions*, vol. 3, n° 2 (janv. 1982) : 20.

Evans, Kathleen Marianne. *L'action pédagogique sur les attitudes et les intérêts*. Paris, Éditions ESF, 1970, 150 p. Traduit de l'anglais.

Fugitt, Eva D. *C'est lui qui a commencé le premier. Activités d'entraînement au choix, à l'autodiscipline, à la responsabilité et à l'estime de soi*. Ste-Foy (Québec), Centre d'intégration de la personne de Québec, 1984. 136 p. Traduit de l'anglais.

Gordon, Thomas. *Enseignants efficaces. Enseigner et être soi-même : une nouvelle approche de l'éducation*. Montréal, Éditions Le Jour, 1982. 500 p. Traduit de l'américain.

Goupil, Georgette et Alain Jeanrie. *École et comportement*. Montréal, Lidéc, 1977. 32 p.

Johnson, L.V. et M.A. Bany. *Conduite et animation de la classe*. Paris, Dunod, 1974. 384 p. Traduit de l'anglais.

Ladouceur, Robert, Marc-André Bouchard et Luc Granger. *Principes et applications des thérapies comportementales*. St-Hyacinthe (Québec), Edisem, 1977. 428 p.

Loranger, Michel. *L'évaluation des comportements en classe chez les élèves du secondaire II. Thèse de doctorat*. Québec, École de psychologie, Université Laval, 1978.

Loranger, M. et R. Cloutier. «Les professeurs, mauvais juges de leur classe». *Vie pédagogique*, n° 4 (oct. 1979) : 4-9.

Marceau, Bruno. «Quelques aspects du comportement violent chez les jeunes». *Apprentissage et socialisation*, vol. 4, n° 2 (1981) : 90-100.

Mazure, Joseph. *Enfant à l'école, école(s) pour l'enfant. Ikor, Illich, Neill, Snyders... et la rénovation pédagogique*. Tournai (Belgique), Casterman, 1980. 220 p.

Méar-Crine, A. et A. Fortin. «Considérations méthodologiques au sujet de la modification de comportements sociaux inadéquats à l'école». *Revue belge de psychologie et de pédagogie*, vol. 36, n° 148 (1974) : 87-104.

Nizet, J. et J.P. Herniaux. *Violence et ennui*. Paris, Presses Universitaires de France, 1984. 184 p.

Ontario, ministère de l'Éducation. *Les écoles de l'Ontario aux cycles intermédiaire et supérieur. La préparation au diplôme d'études secondaires de l'Ontario, 1984*. Toronto, le ministère, 1983. 46 p.

_____. *Élèves présentant des troubles de comportement. Suggestions aux enseignants*. Toronto, le ministère, 1979. 8 p.

_____. *Orientation. Programme-cadre, cycles intermédiaire et supérieur*. Toronto, le ministère, 1984. 24 p.

_____. *Les punitions corporelles dans les écoles. Document de travail*. «Bulletins d'études et d'évaluations», vol. 2, n° 1. Toronto, le ministère, 1980. 50 + 24 p.

Ontario, ministère de l'Éducation et ministère des Collèges et Universités. *L'enseignement au secondaire en Ontario sous le signe du renouveau. Réponse au rapport de l'Enquête sur l'éducation au palier secondaire*. Toronto, les ministères, 1982. 71 p.

_____. *Le rapport relatif à l'Enquête sur l'éducation au palier secondaire, soumis à Madame Bette Sephenson (sic), Ministre de l'Éducation et des Collèges et Universités, Ontario*. Toronto, les ministères, 1981. 138 p.

Ontario, ministère de l'Éducation et ministère du Solliciteur général. *Valeurs, influences et relations avec ses pairs. Projet VIP. Suggestions aux enseignants*. Toronto, les ministères, 1985. 53 p.

Perron, Roger. *Les enfants inadaptés*. 4^e éd., Paris, Presses Universitaires de France, 1984. 128 p.

Redl, Fritz et David Wineman. *L'enfant agressif. Méthodes de rééducation*. Paris, Éditions Fleurus, 1971. 320 p.

«Le renforcement des comportements académiques : une stratégie économique dans l'intervention en milieu scolaire». *Psychologie canadienne*, vol. 25, n° 1 (janv. 1984) : 14-22.

Seron, Xavier. *La modification de comportement. Théorie, pratique, éthique*. Bruxelles, Pierre Mardaga éditeur, 1977.

Villars, Guy. *Inadaptation scolaire et délinquance juvénile*. 2 vol., Paris, Armand Colin, 1973.

Vitaro, F. et J. Charest. «Installation d'une stratégie de contrôle personnel chez un groupe d'adolescents». *Revue canadienne de l'éducation*, vol. 5, n° 3 (1980) : 66-75.

Remerciements

Le ministère de l'Éducation tient à remercier les personnes qui ont participé à l'élaboration et à l'examen critique du présent document.

Responsable de la version française

Marcel Bard, ministère de l'Éducation de l'Ontario

Comité d'élaboration

Tim Costigan, Conseil de l'éducation de Peel
Sheila Dever, Conseil de l'éducation de North York
Dave Fredrickson, Conseil de l'éducation de Lakehead
Ken Hills, Conseil de l'éducation de North York
Léo Lefebvre, Conseil de l'éducation de Sudbury
Tom Matsushita, ministère de l'Éducation de l'Ontario
John Metcalf, ministère de l'Éducation de l'Ontario
Peter Norman, Conseil de l'éducation de Carleton
Joe Sweeney, Conseil de l'éducation du comté d'Oxford
Vincenza Travale, Conseil des écoles séparées catholiques de Hamilton-Wentworth

Comité consultatif

Muriel Anderson, Conseil de l'éducation de Toronto
Raoul Boire, Conseil de l'éducation de Nipissing
Len Budden, Conseil de l'éducation du comté de Peterborough
Linda Calvert, Conseil de l'éducation de London
Dan Chorney, Conseil de l'éducation de Timmins
Dean Fink, Conseil de l'éducation de Halton
Larry French, Conseil de l'éducation de Sault-Sainte-Marie
John Geary, Conseil des écoles séparées catholiques du Grand Toronto
Jacques Giroux, ministère de l'Éducation de l'Ontario
Jean Hewitt, Conseil de l'éducation de London
Peter Hicknell, Conseil des écoles séparées catholiques du comté de Waterloo
Paul Howard, Conseil des écoles séparées catholiques du Grand Toronto
Michelle Labelle, Conseil scolaire d'Ottawa
John MacKenzie, ministère de l'Éducation de l'Ontario
Robyn Marttila, Conseil de l'éducation du comté de Peterborough
Bill Mohri, Conseil de l'éducation du comté de Lincoln
David Oleniuk, Conseil de l'éducation de Niagara Sud
Jake Rogers, ministère de l'Éducation de l'Ontario
Frieda Smyth, Conseil de l'éducation d'East York
Allan Wheable, Conseil de l'éducation de London
Murray Wood, ministère de l'Éducation de l'Ontario

Personnes-ressources

Jim Anderson, Conseil de l'éducation de Hamilton
Steve Barrs, Conseil de l'éducation de Hamilton
Sagar Bhardwaj, Conseil de l'éducation du comté de Lambton
Fred Burford, Conseil de l'éducation de North York
Bob Copeland, ministère de l'Éducation de l'Ontario
Steve Elliott, Conseil de l'éducation de Durham
Kenn Johnson, ministère de l'Éducation de l'Ontario
Frank Kelly, Conseil de l'éducation de Hamilton
Mike Lewis, Conseil de l'éducation d'Atikokan
Arthur Mandell, Queen's University
Hugh McKeown, Conseil de l'éducation de Toronto
Ken Morris, Conseil de l'éducation de North York
Fred Whalley, Conseil de l'éducation de Durham
Roger Wilson, Conseil de l'éducation de Toronto

Le ministère désire également exprimer sa gratitude à tous les conseils, écoles et éducateurs qui ont apporté leur concours à la préparation de ce document.

